

MINISTERE AUPRES DU PREMIER
MINISTRE CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2017

RAPPORT DE PRESENTATION

LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2017

RAPPORT DE PRESENTATION

SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i>	2
<i>I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2016</i>	3
I.1 Situation économique récente	3
I.2 Situation de l'exécution du budget 2016	3
I.2.1 Situation de mobilisation des ressources	4
I.2.2 Exécution des dépenses	5
<i>II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET BUDGET 2017</i>	8
II.1 Perspectives économiques en 2017	8
II.2 Composantes du budget 2017	8
II.2.1 Au titre des ressources	9
II.2.2 Au titre des dépenses	11
II.3 Dépenses du budget 2017 par secteur	15
II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté	17
<i>CONCLUSION</i>	18
<i>ANNEXES</i>	19

INTRODUCTION

L'élaboration du budget pour l'année 2017 intervient dans un environnement socio-politique favorable, soutenu par les actions de consolidation de la paix et de la cohésion nationale.

Au plan économique, la mise en œuvre satisfaisante du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 a permis à la Côte d'Ivoire d'enregistrer une croissance moyenne du Produit Intérieur Brut de 9% sur la période, devenant ainsi l'un des pays à forte croissance dans le monde.

Cet élan de croissance est soutenu par une politique d'impulsion de l'investissement public et privé, dont le taux global a doublé sur la période 2011-2015, passant de 9% du PIB à 20% avec pour résultat, la réduction significative de l'impact négatif de plusieurs années de crise.

Pour consolider ces acquis, le Gouvernement a élaboré le nouveau PND 2016-2020 qui vise entre autres à maintenir la stabilité du cadre macroéconomique, réaliser la diversification et la transformation structurelle de l'économie et assurer une meilleure répartition des fruits de la croissance.

La mise en œuvre efficiente de ce plan devrait induire une croissance soutenue et faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, conformément à la vision du Chef de l'Etat. A ce sujet, il convient de rappeler que ce nouveau PND bénéficie de l'intérêt des investisseurs privés comme en témoigne le succès du Groupe Consultatif tenu à Paris les 17 et 18 mai 2016, qui a enregistré des intentions de financement supérieures aux attentes de la part des partenaires économiques et financiers.

Dans ce contexte et tenant compte de la poursuite des réformes structurelles, le taux de croissance du PIB est projeté en 2017 à 8,9%,

en relation avec le dynamisme de l'ensemble des secteurs d'activité, notamment tertiaire (+12,5%) et secondaire (+8,9%).

S'inscrivant dans ce contexte économique favorable, le budget 2017 devrait contribuer prioritairement à l'accroissement de l'offre de services de base de qualité, à l'amélioration du système éducatif devant former des compétences adaptées aux besoins de l'économie, au renforcement du système de santé davantage accessible aux plus vulnérables et enfin, à l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population.

Les infrastructures socio-économiques de base à fort impact sur le bien-être de la population ainsi que les investissements dans le secteur de l'énergie, véritables catalyseurs du développement industriel, ont une place de choix dans ce budget.

En outre, compte tenu des nouvelles menaces liées au terrorisme, une attention particulière est accordée aux questions de défense et de sécurité, dont les grandes orientations sont définies dans les lois de programmation militaire et de sécurité.

Le présent rapport a pour objet de présenter l'évolution de la situation économique et financière en 2016 ainsi que les perspectives économiques et les projections budgétaires pour l'année 2017.

I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2016

I.1 Situation économique récente

La croissance de **l'économie mondiale**, devrait s'établir à 3% à fin 2016 en rapport avec l'hypothèse d'une dissipation progressive des incertitudes nées de l'annonce de la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne (Brexit) et du ralentissement de l'économie chinoise (+6,5% en 2016 contre +6,9% en 2015).

Dans la **zone UEMOA**, la croissance ressortirait à 7,1% à fin 2016 grâce à la consolidation de l'activité portée par les secteurs secondaire et tertiaire dans l'ensemble des pays membres.

Au plan national, la croissance économique amorcée se poursuivrait avec un taux de 9,3% en 2016, impulsée par les secteurs secondaire et tertiaire.

En effet, **le secteur secondaire** évoluerait de 16,8% en relation notamment avec la bonne progression de la branche énergie (+41%), des Bâtiments et Travaux Publics (+31,6%), des autres industries manufacturières (+8%) et de l'extraction minière (+17,2%). La branche énergie tirerait avantage de la disponibilité en gaz et de l'optimisation de la capacité de production des installations. La branche des Bâtiments et des Travaux Publics bénéficierait de la poursuite des projets d'investissements publics et privés et de l'entame de nouveaux projets publics. L'évolution du secteur des mines serait liée à l'augmentation de la production de pétrole brut et de l'or grâce aux investissements dans les domaines de l'exploration, du développement et de l'entretien des puits et mines existants.

De même, **le secteur tertiaire** devrait connaître une croissance de 10,8% avec une contribution de toutes ses composantes grâce au bénéfice tiré de l'évolution favorable du secteur secondaire. En effet, le transport enregistrerait une augmentation de 10% liée au

renforcement du parc automobile, à l'amélioration de la fluidité routière ainsi qu'au dynamisme des échanges extérieurs. Par ailleurs, l'activité commerciale évoluerait de 10,8% sous l'effet principal du commerce intérieur. Quant aux télécommunications, elles augmenteraient de 9,1% et les autres services de 11,8%.

Le secteur primaire devrait connaître une augmentation de 2% en liaison avec la croissance de l'agriculture vivrière (+7,4%) malgré le repli de l'agriculture d'exportation (-5,4%) en rapport avec la baisse des productions de café et cacao consécutive au repos végétatif et à la mauvaise pluviosité.

L'inflation serait maintenue à 1,5% grâce à la mise en œuvre de politiques de lutte contre la cherté de la vie à travers l'accroissement de l'offre de produits alimentaires et à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles.

Au niveau de **la demande**, toutes les composantes devraient enregistrer une progression. En effet, la consommation finale évoluerait de 8% en 2016 en liaison notamment avec le dynamisme du marché de l'emploi et le besoin de fonctionnement des services de l'Etat. Les investissements publics et privés évolueraient respectivement de 52,5% et 15,7%.

S'agissant des **échanges extérieurs**, les importations et les exportations progresseraient respectivement de 9,1% et 2,5% avec un solde commercial excédentaire de 4,5% du PIB.

I.2 Situation de l'exécution du budget 2016

Le budget 2016, prévu initialement à **5 813,3 milliards**, a été porté à travers un collectif budgétaire à **6 165,8 milliards** pour prendre en compte l'impact de différentes évolutions majeures intervenues en cours de gestion, notamment l'intégration de nouvelles ressources et de dépenses prioritaires dans certains secteurs.

I.2.1 Situation de mobilisation des ressources

Les ressources budgétaires en 2016 ressortiraient à 5 893,6 milliards pour une prévision de **6 165,8 milliards**, soit un taux de mobilisation de 95,6%. Ces estimations de réalisation comprennent 87,2% de ressources intérieures et 12,8% de ressources extérieures.

Tableau 1 : Situation de réalisation des recettes budgétaires en 2016

Données en milliards de FCA

Natures des ressources	Gestion 2016		
	Collectif	Estimation	Taux d'exéc. (%)
RESSOURCES INTERIEURES	5 140,9	5 140,9	100,0%
Recettes fiscales	3 043,3	3 043,3	100,0%
dont Impôts sur bénéfices (hors pétrole)	267,0	267,0	100,0%
Revenu du pétrole et gaz	76,6	76,6	100,0%
TVA (hors part secteur électricité)	321,0	321,0	100,0%
Taxes sur produits pétroliers	300,6	300,6	100,0%
Taxes sur marchandises générales	758,9	758,9	100,0%
Droits Unique de Sortie (DUS)	421,1	421,1	100,0%
Recettes non fiscales	108,3	108,3	100,0%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	34,3	34,3	100,0%
Versement des entreprises	0,7	0,7	100,0%
Redevance téléphonie cellulaire	0,0	0,0	
Recettes non fiscales du Trésor	21,8	21,8	100,0%
Recettes exceptionnelles	100,0	100,0	100,0%
Titres publics - émissions	1 437,9	1 437,9	100,0%
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	451,4	451,4	100,0%
RESSOURCES EXTERIEURES	1 024,9	752,7	73,4%
Appuis budgétaires	274,7	274,7	100,0%
Emprunts-projets	522,4	372,5	71,3%
Dons-projets	227,8	105,6	46,4%
TOTAL GENERAL	6 165,8	5 893,6	95,6%

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les **ressources intérieures** devraient être recouvrées à hauteur de 5 140,9 milliards en ligne avec les prévisions.

Les **recettes fiscales**, représentant 59,2% des ressources intérieures ressortiraient à 3 043,3 milliards comme prévu au collectif 2016. Ces estimations de réalisations sont en rapport avec le bon niveau de recouvrement attendu sur toutes les natures d'impôts directs comme indirects. Ce niveau de recouvrement attendu se présente par principaux postes comme suit :

- **l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial (hors pétrole et gaz)** serait recouvré à hauteur de **267 milliards** ;
- les **revenus du pétrole et gaz** (impôt BIC et taxe d'exploitation) seraient réalisés à **76,6 milliards** ;
- les **impôts sur les revenus des capitaux mobiliers** seraient recouverts à **85,8 milliards** ;
- la **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** se situerait à **321 milliards** ;
- les **taxes sur les télécommunications** seraient réalisées à **59,8 milliards** ;
- les **taxes à l'importation sur les produits pétroliers** seraient réalisées à hauteur de **300,6 milliards** en rapport avec les volumes de gasoil mis à la consommation qui s'établiraient à 1 038 millions de litres pour un niveau de taxation de 221,9 FCFA/litre pour le gasoil et 219,4 FCFA/litre pour le super carburant ;
- les **taxes à l'exportation** s'établiraient à **421,1 milliards**, en liaison avec les exportations de cacao qui s'établiraient à 1 691 250 tonnes.

Quant aux **recettes non fiscales**, essentiellement constituées des produits de la privatisation et vente d'actifs, des produits de participation de l'Etat (dividendes), des revenus du domaine et des licences de télécommunication, elles s'établiraient à **108,3 milliards**.

En outre, le Conseil Café Cacao a apporté au secteur agricole un appui de 100 milliards pour accompagner les actions du Gouvernement en matière de renforcement de la production vivrière et de modernisation de l'agriculture.

Les ressources attendues des **marchés monétaire et financier**, se situeraient à **1 437,9 milliards**. Ce montant intègre 116,5 milliards pour la construction de salles de classe du primaire dans le cadre de l'école pour tous, 16,5 milliards d'emprunts pour l'aménagement de la baie lagunaire de Cocody et 50 milliards pour le financement des dépenses de sécurité s'inscrivant dans la lutte contre le terrorisme.

Les **ressources des Comptes Spéciaux du Trésor** seraient réalisées à hauteur de **451,4 milliards** intégrant 13,9 milliards au titre des ressources du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) pour le financement de projets spécifiques en milieu rural et 91,9 milliards correspondant aux ressources affectées au Fonds d'Entretien Routier (FER) pour la remise en état du réseau routier.

➤ **Ressources extérieures**

Les mobilisations de **ressources extérieures** attendues à 1 024,9 milliards s'établiraient à **752,7 milliards**. Ce résultat est lié principalement aux tirages sur emprunts et dons projets dont la mobilisation devrait se situer à 478,1 milliards contre 750,2 milliards prévus. Les appuis budgétaires se situeraient à 274,7 milliards intégrant 57 milliards du FMI au titre du nouveau Programme Economique et Financier en cours de négociation.

I.2.2 Exécution des dépenses

L'exécution des dépenses du budget 2016 ressortirait globalement à **5 725,9 milliards** contre **6 165,8 milliards** prévus.

Ces estimations se répartissent entre le service de la dette publique (23,4%), les dépenses ordinaires (43%), les dépenses d'investissement (25,7%) et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor (7,9%).

➤ Service de la dette publique

Tableau 2 : Situation d'exécution des dépenses budgétaires en 2016

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	Gestion 2016		
	Collectif	Estimation	Taux d'exéc. (%)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 340,3	1 340,3	100,0%
Dettes intérieure	860,5	860,5	100,0%
dont Titres publics	731,3	731,3	100,0%
Dettes extérieure	479,8	479,8	100,0%
DEPENSES ORDINAIRES	2 487,9	2 464,0	99,0%
Personnel	1 434,0	1 434,0	100,0%
Abonnement	81,4	81,4	100,0%
Subventions et transferts	365,0	357,9	98,0%
Charges de fonctionnement des services et autres	607,5	590,8	97,3%
<i>Elections</i>	37,4	37,4	100,0%
<i>Gratuité des soins ciblés</i>	20,0	20,0	100,0%
<i>Fonctionnement CNS</i>	5,0	8,3	166,0%
<i>Autres frais de fonctionnement des services</i>	545,1	525,1	96,3%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 886,2	1 470,2	77,9%
Trésor	1 136,1	992,2	87,3%
dont Projets C2D	161,9	161,9	100,0%
Programme Présidentiel d'Urgence	132,0	132,0	100,0%
Construction du barrage de Soubré	14,2	14,2	100,0%
Emprunts	522,4	372,5	71,3%
Dons	227,8	105,6	46,4%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	451,4	451,4	100,0%
TOTAL GENERAL	6 165,8	5 725,9	92,9%

Source : DGBF, DGTCP, DGE

Le **service de la dette publique** révisé de 1 259,9 milliards à **1 340,3 milliards**, se compose de 64,2% de dette intérieure et 35,8% de dette extérieure.

Le service de la **dette intérieure** d'un niveau de **860,5 milliards**, intègre les échéances de titres publics à hauteur de 731,3 milliards, le remboursement au profit de la BCEAO pour un montant de 39,7 milliards et le remboursement en faveur des banques commerciales pour 76,6 milliards.

Le service de la **dette extérieure** d'un montant de **479,8 milliards**, prend en compte un remboursement de 202,9 milliards au profit du Club de Paris dont 147,6 milliards au titre des échéances de l'Agence Française de Développement (AFD) traitées dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Ce service intègre également 67,1 milliards à l'endroit des créanciers multilatéraux et 175,2 milliards d'Eurobonds au profit des créanciers privés.

➤ Dépenses ordinaires

Les **dépenses ordinaires** comprenant les charges de personnel, d'abonnement et de fonctionnement des services ainsi que les subventions et transferts, se situeraient à **2 464 milliards**.

Les **dépenses de personnel** et les **frais d'abonnement** d'eau, d'électricité et de téléphone ressortiraient respectivement à **1 434 milliards** et **81,4 milliards** conformément aux prévisions.

Les **autres dépenses ordinaires** intégrant les subventions et transferts, les dépenses post-crise et les charges de fonctionnement des services, s'établiraient à **948,6 milliards**.

Les **subventions et transferts** se situeraient à **357,9 milliards** intégrant 54,2 milliards d'appui aux Etablissements Publics Nationaux

(EPN) et 113,5 milliards de frais de scolarité des élèves et étudiants dont 10 milliards de passifs. En outre, un montant de 59,3 milliards est consacré à l'acquisition de Kits scolaires, au paiement des bourses des élèves et étudiants et à leur transport. Aussi, pour le fonctionnement des collectivités décentralisées, une dotation de 20,7 milliards leur est-elle consacrée.

Les dépenses de fonctionnement et de sécurisation des élections du **Conseil National de Sécurité (CNS)** devraient être exécutées à hauteur de **8,3 milliards**.

Les crédits consacrés à la **gratuité des soins ciblés** qui concerne l'accouchement, la césarienne et la lutte contre le paludisme seraient exécutés à hauteur de 20 milliards comme prévus. De même, les **dépenses sociales ciblées** pour soutenir la politique de vaccination et la gestion des médicaments, notamment les antirétroviraux se situeraient à un montant de 4,7 milliards. Les dépenses liées aux élections se chiffraient à 37,4 milliards dont 12 milliards pour l'organisation du référendum.

Les **autres charges de fonctionnement des services** s'établiraient à **520,4 milliards**.

➤ **Dépenses d'investissement**

Les **dépenses d'investissement** intégrant celles financées par le FIMR et le FER, ressortiraient à **1 576 milliards** pour des prévisions de 1 992 milliards, soit un taux d'exécution de 79,1%.

L'exécution des **dépenses d'investissement sur ressources intérieures** (y compris FIMR et FER) devrait se situer à **1 098 milliards** avec un taux d'exécution de 88,4%. Elles intègrent 161,9 milliards de dépenses effectuées au titre des projets financés dans le cadre du C2D et couvrant les secteurs de l'éducation, de la santé, de

l'agriculture, des infrastructures, du développement urbain et de l'emploi et 14,2 milliards pour la construction du barrage de Soubré.

Ces dépenses couvrent également les opérations des collectivités territoriales pour un montant de 33,6 milliards en vue de soutenir le développement local.

Les **dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures** ressortiraient à **478 milliards** pour des prévisions de 750,2 milliards, soit un taux d'exécution de 63,7%. Elles se répartissent entre les dons-projets pour 105,6 milliards avec un taux d'exécution de 46,4% et les emprunts-projets pour 372,5 milliards pour un taux d'exécution de 71,3%.

C'est dans ce contexte économique et financier qu'intervient l'élaboration du budget 2017.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET BUDGET 2017

II.1 Perspectives économiques en 2017

L'économie mondiale devrait progresser en 2017 de 3,4% contre 3% estimé en 2016, en rapport avec l'accélération de la croissance dans les pays émergents et les pays en développement (+4,6%), en dépit de la relative stagnation de l'économie des pays avancés (+1,8%), de la baisse des cours des produits de base et des incertitudes liées Brexit.

Dans la zone UEMOA, la hausse de l'activité se poursuivrait avec un taux de croissance de 6,5% grâce au dynamisme de l'investissement aussi bien public que privé et à la poursuite des réformes structurelles dans les pays membres.

Au plan national, la mise en œuvre du Plan National de Développement (2016-2020) devrait permettre d'atteindre un taux de croissance de 8,9% en 2017 et de poursuivre la transformation structurelle de l'économie. Cette transformation du tissu économique orientée vers l'accélération de son industrialisation serait portée essentiellement par les secteurs secondaire et tertiaire.

En effet, le secteur secondaire évoluerait de 8,9% attribuable à la bonne progression du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (+24,5%) avec la poursuite des grands chantiers de l'Etat, des industries manufacturières (+9,4%), de l'industrie agroalimentaire (+3,5%), de la production de pétrole (+21,2%) et de la production de gaz (+8,9%).

Le secteur tertiaire bénéficierait du dynamisme du secteur secondaire pour évoluer de 12,5% grâce à l'ensemble de ses composantes que sont le transport (+12%), les autres services (+14,2%), le commerce (+11,8%) et les télécommunications (+9,8%).

Quant au secteur primaire, il enregistrerait une progression de 6,1% imputable principalement à l'agriculture vivrière et l'élevage (+7,9%), à l'agriculture d'exportation (+3,5%), et aux ressources halieutiques (+2%).

L'inflation serait contenue à 1,5%, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à la poursuite de la lutte contre la vie chère, à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires et à l'amélioration des circuits de distribution pour un meilleur approvisionnement des marchés.

Au niveau de la demande, le dynamisme des investissements privés (+14%) et la consolidation de la consommation finale (+7,5%) devraient contribuer à la croissance en 2017. Les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics et l'accélération des projets dans le cadre du Partenariat Public Privé.

Concernant les échanges extérieurs, le solde commercial ressortirait excédentaire (3,9% du PIB) en liaison avec la hausse constatée au niveau des exportations de 6,4% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

Les perspectives économiques ainsi décrites, constituent la base des prévisions budgétaires 2017 dont les principales composantes sont présentées ci-après.

II.2 Composantes du budget 2017

Le budget 2017 s'équilibre en ressources et en charge à **6 501,4 milliards**, en hausse de **688,1 milliards** par rapport au budget initial 2016, soit une progression de **11,8%**. Ce budget évolue de **5,4%** par rapport au budget révisé 2016.

II.2.1 Au titre des ressources

Les ressources du budget 2017 sont constituées de 80,7% de ressources intérieures et de 19,3% de ressources extérieures.

Tableau 3 : Evolutions des ressources budgétaires en 2017

Données en milliards de FCFA

Natures des ressources	Budget initial	Collectif	Budget	Variations (Prév. 2017/ Bud. Init. 2016)	
	2016	2016	2017	Valeur	(%)
	(1)	(2)	(3)	4 = (3 - 1)	(3/1)
RESSOURCES INTERIEURES	4 877,4	5 140,9	5 248,6	371,1	7,6%
Recettes fiscales	3 002,7	3 043,3	3 345,4	342,7	11,4%
dont Impôts sur bénéfices (hors pétrole)	280,9	267,0	306,0	25,2	9,0%
Revenu du pétrole et gaz	99,6	76,6	91,1	-8,5	-8,5%
TVA (hors part secteur électricité)	323,2	321,0	366,4	43,2	13,4%
Taxes sur produits pétroliers	205,9	300,6	338,0	132,1	64,2%
Taxes sur marchandises générales	770,8	758,9	812,0	41,2	5,3%
Droits Unique de Sortie (DUS)	412,7	421,1	433,8	21,1	5,1%
Recettes non fiscales	241,5	108,3	134,7	-106,8	-44,2%
dont Produits de la privatisation et vente d'actifs	30,5	34,3	9,6	-20,8	-68,4%
Versement des entreprises	0,7	0,7	5,0	4,3	614,3%
Redevance téléphonie cellulaire	150,0	0,0	65,0	-85,0	
Recettes non fiscales du Trésor	37,1	21,8	19,3	-17,8	-48,0%
Recettes exceptionnelles	0,0	100,0	0,0	0,0	
Titres publics - émissions	1 191,6	1 437,9	1 227,1	35,5	3,0%
Recettes des Comptes Spéciaux du Trésor	441,6	451,4	541,3	99,8	22,6%
FIMR (fonds café cacao)	13,9	13,9	14,5	0,6	4,2%
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	88,8	91,9	104,1	15,4	17,3%
Recettes affectées aux Collectivités	104,2	110,0	125,0	20,8	20,0%
Autres recettes affectées et parafiscalité	234,7	235,6	253,6	18,8	8,0%
RESSOURCES EXTERIEURES	935,9	1 024,9	1 252,8	316,9	33,9%
Appuis budgétaires	217,7	274,7	330,8	113,1	52,0%
Emprunts-projets	499,7	522,4	677,7	178,0	35,6%
Dons-projets	218,5	227,8	244,3	25,9	11,8%
TOTAL GENERAL	5 813,3	6 165,8	6 501,4	688,1	11,8%

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

➤ Ressources intérieures

Les **ressources intérieures** prévues à **5 248,6 milliards**, sont composées des recettes fiscales (63,7%), des emprunts sur les marchés monétaire et financier (23,4%), des recettes non fiscales (2,6%) et des ressources des Comptes Spéciaux du Trésor (10,3%).

Les **recettes fiscales** projetées à **3 345,4 milliards**, enregistrent une hausse de 342,7 milliards par rapport au budget initial 2016, soit une progression de 11,4% et 9,9% par rapport au budget révisé 2016, induisant un taux de pression fiscale de 16,8%. Cette évolution repose sur les efforts de productivité des services de recouvrement, l'élargissement et l'optimisation de l'assiette fiscale, la rationalisation de la gestion des exonérations et la lutte contre la fraude.

Les **recettes fiscales** constituées de **1 761,7 milliards** de fiscalité intérieure (52,7%) et de **1 583,8 milliards** de fiscalité de porte (47,3%), sont composées des principaux postes ci-après :

L'impôt sur le bénéfice industriel et commercial (hors pétrole et gaz) est prévu à **306 milliards**, enregistrant une hausse de 25,2 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 39 milliards par rapport au collectif 2016, en rapport avec la bonne tenue des activités, l'accroissement des efforts des services en matière de lutte contre la fraude et des opérations de recouvrement des arriérés.

Les **revenus du pétrole et gaz** (impôt BIC et taxe d'exploitation) sont projetés à **91,1 milliards**, en léger recul de 8,5 milliards par rapport au budget initial 2016 et en hausse de 14,5 milliards par rapport au budget révisé 2016.

Les **revenus de pétrole** projetés à 23 milliards sont en augmentation de 7 milliards par rapport au budget révisé 2016 en liaison avec la hausse du cours du baril qui passe de 43,9 dollars à 51 dollars malgré la baisse de la production (16,1 millions de baril en 2017 contre 17,3

millions de barils en 2016) et du cours projeté du dollar (587,3 FCFA en 2016 contre 581,8 FCFA en 2017).

Les revenus de gaz connaîtront une progression de 7,5 milliards par rapport à 2016 en rapport avec la production de gaz qui enregistrerait une hausse (86,3 MMBTU en 2017 contre 81,8 MMBTU en 2016) consécutive aux négociations avec le secteur pour rendre le gaz plus disponible afin de réduire le recours au HVO.

L'impôt sur les revenus et salaires est prévu à **450,2 milliards** contre 410,4 milliards dans le budget initial 2016, soit une hausse de 39,8 milliards et de 44,8 milliards par rapport au collectif 2016, en liaison avec les créations d'emplois, les efforts de recouvrement des services, les actions de lutte contre la fraude et les opérations de recouvrement des arriérés.

Les **impôts sur les revenus des capitaux mobiliers** sont prévus à **95,2 milliards** contre 85,8 milliards en 2016, en perspective d'une distribution plus importante de dividendes sur la base d'un meilleur résultat comptable des entreprises attendu en 2016 et de l'accroissement des crédits à l'économie pour soutenir l'investissement.

La **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** est fixée à **366,4 milliards**, enregistrant une évolution de 13,4% par rapport au budget initial 2016 et 14,1% par rapport au budget révisé 2016, en liaison avec l'accroissement de la consommation finale, le renforcement du contrôle fiscal et la bonne tendance de l'économie.

Les **taxes sur les opérations bancaires** sont prévues à **68,6 milliards**, en progression de 9,1 milliards par rapport à 2016, en rapport avec la croissance des activités du secteur bancaire et financier, qui s'inscrit dans la dynamique de la relance économique.

Les **taxes sur les télécommunications** et la **taxe spécifique sur les communications téléphoniques**, prévues respectivement à 68,8 milliards et 27,2 milliards, enregistrent des hausses de 9 milliards et 3 milliards par rapport au budget 2016 en lien avec la croissance observée dans le secteur des télécommunications (hausse des consommations téléphoniques par rapport à 2016).

Les **droits d'enregistrement et de timbres** sont prévus à **202,4 milliards**, en hausse de 9,6 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 12,5 milliards par rapport au budget révisé. Ce montant intègre 140,1 milliards au titre des droits d'enregistrement sur le café et le cacao sur la base d'un taux d'enregistrement de 5%.

Les **taxes à l'importation sur les produits pétroliers** sont prévues à **338 milliards**, en hausse de 132,1 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 37,4 milliards par rapport au budget révisé. Cette projection est basée sur une hypothèse de croissance des volumes mis à la consommation de gasoil (+8%) et de super carburant (+16,1%). Ainsi, les volumes de gasoil mis à la consommation en 2017 sont projetés à 1 121,3 millions de litres pour une taxation de 249,2 FCFA/litre et de super carburant de 644,3 millions de litres pour un prélèvement de 255,7 FCFA/litre.

Les **taxes à l'importation sur les marchandises générales** sont fixées à **812 milliards**, en hausse de 41,2 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 53,1 milliards par rapport au budget révisé. Cette projection repose sur un taux de croissance du commerce extérieur hors plateformes pétrolières, de 6,2%, l'augmentation de l'importation de biens et services de 9,1% et un taux moyen d'imposition de 26,2%.

Les **taxes à l'exportation**, projetées à **433,8 milliards**, sont en hausse de 21,1 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 12,7 milliards par rapport au budget révisé. Cette projection est basée sur

un volume de cacao à l'exportation attendu à 1 712 775 tonnes (1 039 986 tonnes de cacao fèves et 672 790 tonnes de cacao transformé) pour un prix CAF moyen de 1 678,7 FCFA. Quant au café, le volume à l'exportation est projeté à 64 293 tonnes (café vert) pour un prix CAF moyen de 992,9 FCFA.

Les prévisions **d'emprunts sur les marchés monétaire et financier** sont programmées à **1 227,1 milliards** en tenant compte de la capacité de mobilisation de l'Etat conformément à la stratégie de l'endettement à moyen terme.

Les **autres ressources intérieures** projetées à **134,7 milliards**, intègrent 65 milliards au titre des licences de télécommunication, 9,6 milliards de produits de privatisation et 5,3 milliards de dividendes dont 2 milliards attendus de la PETROCI.

Ces prévisions comprennent également les revenus du domaine pour 35,7 milliards et les recettes de service pour 14,1 milliards en liaison avec les actions d'identification et de formalisation des procédures de recouvrement de cette nature de recettes. En outre, les prévisions de versements des entreprises au titre des dettes rétrocédées s'établissent à 5 milliards.

Les ressources des **Comptes Spéciaux du Trésor** sont fixées à **541,3 milliards** avec 14,5 milliards au titre des prévisions des ressources du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) pour le financement de projets spécifiques en milieu rural.

Elles intègrent 104,1 milliards correspondant aux ressources affectées au Fonds d'Entretien Routier (FER) destinées à la remise en état du réseau routier.

Elles prennent en compte également les recettes affectées aux collectivités pour 125 milliards, la TSU SIR pour 44,1 milliards dans le cadre du renforcement de ses capacités opérationnelles et les autres recettes affectées et parafiscalité pour 253,6 milliards.

➤ Ressources extérieures

Les **ressources extérieures**, attendues à **1 252,8 milliards**, comprennent 73,6% d'emprunts et de dons-projets et 26,4% d'appuis budgétaires.

Les **appuis budgétaires**, prévus à **330,8 milliards**, comprennent les concours financiers attendus du FMI au titre du nouveau programme économique et financier (114 milliards), de l'AFD au titre du C2D (147,6 milliards), de l'Union Européenne dans le cadre du contrat de bonne gouvernance, de développement et du programme d'appui au foncier rural (19,2 milliards) ainsi que de la Banque Mondiale (50 milliards).

Le **financement extérieur des projets** prévu à **922 milliards**, comprend **677,7 milliards** d'emprunts-projets et **244,3 milliards** de dons-projets. Ces financements proviennent principalement de :

- la BAD (225,5 milliards) ;
- la Chine (210,2 milliards) ;
- la BID (89,6 milliards) ;
- la Banque Mondiale (86,2 milliards) ;
- des Nations Unies (66 milliards) ;
- des Etats Unies d'Amérique (39,8 milliards) ;
- la BOAD (22,1 milliards) ;
- la BADEA (20,2 milliards) ;
- et de l'Union Européenne (19,2 milliards).

II.2.2 Au titre des dépenses

Les principales composantes des dépenses du budget 2017, projetées à **6 501,4 milliards**, concernent principalement le service de la dette publique (21,8%), les charges salariales (23,2%), les autres dépenses de fonctionnement des services (17,0%), les dépenses

d'investissement y compris les programmes FIMR et FER (31,4%) et les dépenses sur les autres recettes affectées exécutées en Comptes Spéciaux du Trésor (6,6%).

Tableau 4 : Evolution des prévisions de dépenses budgétaires en 2017

Données en milliards de FCFA

Natures des dépenses	Budget initial	Collectif	Budget	Variations (Prév. 2017/ Bud. Init.. 2016)	
	2016 (1)	2016 (2)	2017 (3)	Valeur 4 = (3 - 1)	(%) (4/1)
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 259,9	1 340,3	1 418,8	159,0	12,6%
Dettes intérieure	778,3	860,5	849,6	71,3	9,2%
dont Titres publics	670,9	731,3	683,8	12,9	1,9%
Dettes extérieure	481,5	479,8	569,2	87,7	18,2%
DEPENSES ORDINAIRES	2 468,2	2 487,9	2 616,6	148,4	6,0%
Personnel	1 428,9	1 434,0	1 508,1	79,2	5,5%
Abonnement	72,9	81,4	90,6	17,7	24,3%
Subventions et transferts	372,9	365,0	377,7	4,8	1,3%
Charges de fonctionnement des services	593,5	607,5	640,1	46,6	7,9%
Elections	18,9	37,4	1,8	-17,1	-90,7%
Gratuité des soins ciblés	20,0	20,0	15,0	-5,0	-25,0%
Fonctionnement CNS	5,0	5,0	5,0	0,0	0,0%
Autres frais de fonctionnement des services	549,6	545,1	618,4	68,8	12,5%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 643,7	1 886,2	1 924,7	281,0	17,1%
Trésor	925,5	1 136,1	1 002,7	77,2	8,3%
dont Projets C2D	147,6	161,9	147,6	0,0	0,0%
Programme Présidentiel d'Urgence	132,0	132,0	0,0	-132,0	-100,0%
Construction du barrage de Soubré	14,2	14,2	7,8	-6,4	-44,9%
Emprunts	499,7	522,4	677,7	178,0	35,6%
Dons	218,5	227,8	244,3	25,9	11,8%
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	441,6	451,4	541,3	99,8	22,6%
Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	13,9	13,9	14,5	0,6	4,2%
Programme d'entretien routier / FER	88,8	91,9	104,1	15,4	17,3%
Recettes affectées aux Collectivités	104,2	110,0	125,0	20,8	20,0%
Autres recettes affectées et parafiscalité	234,7	235,6	253,6	18,8	8,0%
TOTAL GENERAL	5 813,3	6 165,8	6 501,4	688,1	11,8%

Source : DGBF, DGTCP, DGE

➤ Dette publique

Le **service de la dette publique** s'établit à 1 418,8 milliards et représente 21,8% du budget 2017. Il est constitué de 59,9% de dette intérieure et 40,1% de dette extérieure.

Les échéances de la dette intérieure, prévues à **849,6 milliards** comprennent principalement 683,8 milliards de remboursements de titres publics, 37,8 milliards au profit de la BCEAO, 115,9 milliards en faveur des banques commerciales et 12,2 milliards de dettes titrisées.

Le service de **la dette extérieure**, projeté à **569,2 milliards**, concerne les échéances des créanciers multilatéraux (107,9 milliards), des bilatéraux (245,2 milliards dont 147,6 milliards au profit de l'AFD dans le cadre du C2D) et les créanciers privés (216 milliards intégrant 210,8 milliards d'eurobonds).

➤ Dépenses ordinaires

Les **dépenses ordinaires** constituées des charges salariales, des dépenses d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone, des frais de fonctionnement des services et des autres interventions de l'Etat, sont prévues à **2 616,6 milliards** en hausse de 148,4 milliards par rapport au budget initial 2016 et de 128,7 milliards par rapport au budget révisé.

Les **dépenses de personnel** sont projetées à **1 508,1 milliards**, conformément à la stratégie de maîtrise de la masse salariale sur la période 2014-2020 adoptée par le Gouvernement. Toutefois, la masse salariale militaire a été renforcée de 5,1 milliards pour tenir compte :

- des avancements en grade survenus en 2015 pour 10 832 militaires (307 officiers, 9 426 sous-officiers et 1 099 militaires du rang) pour un coût de **3,6 milliards**, non pris en compte dans le budget 2016 ;

- des indemnités relatives à l'ajustement de la solde des militaires en poste à l'étranger et les indemnités de stage, pour un coût de **0,9 milliard**. Ce surcoût s'explique par les nominations d'attachés de défense et la régularisation des grades données aux militaires à travers des stages de formation ;
- du relèvement de la dotation de la charge patronale à hauteur de **0,8 milliard** pour tenir compte de la réforme de la CGRAE.

L'augmentation de 74,1 milliards de la masse salariale par rapport au budget révisé 2016 (+79,2 milliards par rapport au budget initial) est liée notamment au recrutement de 13 897 agents dont 7 194 agents du secteur de l'éducation et 3 285 agents de la santé (61,4 milliards), au report de traitements de 2016 sur 2017 (12,4 milliards), à la prise en compte des avancements et des promotions (26,5 milliards) et du nouveau statut des greffiers (3,8 milliards).

Les **dépenses d'abonnement et de consommation d'eau, de téléphone et d'électricité** sont prévues à **90,6 milliards** contre un niveau de 72,9 milliards dans le budget initial 2016 (81,4 milliards dans le budget révisé), soit une augmentation de 17,7 milliards. Cette progression est essentiellement liée à l'effet de création de nouveaux services, l'augmentation des puissances souscrites, l'intensification de la politique de l'électrification rurale et l'extension de l'éclairage public.

Les **subventions et transferts** prévus à **377,7 milliards** concernent essentiellement :

- la subvention aux écoles privées pour les frais d'écolage des élèves et étudiants (123,6 milliards y compris 15 milliards pour l'apurement partiel des passifs) ;
- les subventions accordées aux EPN pour leur fonctionnement (85,2 milliards) ;

- la subvention à la filière coton (7 milliards) pour soutenir l'achat des intrants ;
- les bourses, kits scolaires et frais de transport (62,6 milliards) pour la prise en charge des kits scolaires, le paiement des bourses et des frais de transport des élèves et étudiants ;
- le transfert aux collectivités (22,1 milliards) pour leur fonctionnement ;
- les ambassades et représentations à l'étranger (22 milliards) ;
- l'indemnisation des victimes de la crise post-électorale de 2011 (5 milliards) ;
- le statut des rois et chefs traditionnels (4,1 milliards) ;
- la subvention aux partis politiques (3,3 milliards).

Les **charges de fonctionnement des services** sont projetées à **640,1 milliards** et couvrent notamment:

- la **gratuité des soins ciblés (15 milliards)** couvrant l'accouchement, la césarienne et la lutte contre le paludisme ;
- les **charges de fonctionnement du CNS pour 5 milliards** ;
- l'organisation **des élections municipales et régionales pour 1,8 milliard** ;
- les **autres charges de fonctionnement des services (618,4 milliards)**. Ces charges prennent en compte certaines dépenses spécifiques pour lesquelles des efforts de renforcement de crédits ont été faits. Il s'agit notamment des baux militaires (28,1 milliards), l'alimentation militaire (33,4 milliards), le carburant consommé par l'armée (13,8 milliards), la Loi de Programmation Militaire (5 milliards), la loi de programmation de sécurité

intérieure (3,8 milliards) et les baux police (15 milliards). Les efforts de renforcement des crédits ont été également faits au niveau de l'organisation des examens et concours (13,6 milliards), des dépenses sociales ciblées pour soutenir la politique de réduction des prix de la vaccination et des médicaments, notamment les antirétroviraux (8,8 milliards), des heures complémentaires des enseignants (7,4 milliards), des contributions aux organisations internationales (7 milliards), l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (9 milliards), ainsi que des orphelinats et pouponnières (1,4 milliard).

➤ **Dépenses d'investissement**

Les crédits alloués aux **dépenses d'investissement** (y/c le FIMR et le FER) dans le budget 2017 hors dépenses sur autres recettes affectées, sont fixés à **2 043,3 milliards**, soit 8,8% du PIB et 33,4% du budget. Ces projets d'investissement en cohérence avec le PND 2016-2020, sont financés à hauteur de 54,9% par les ressources intérieures et de 45,1% par les concours extérieurs.

Les dépenses **d'investissement financées sur ressources intérieures** projetées à hauteur de **1 121,3 milliards** (y/c le FIMR et le FER), intègrent une dotation de 35 milliards allouée aux opérations des Collectivités Territoriales pour soutenir le développement local dans l'optique de l'amélioration du cadre de vie des populations. Les dépenses d'investissement prennent également en compte les projets financés dans le cadre du C2D (147,6 milliards), la restructuration des banques (25 milliards), la construction du barrage de Soubré (7,8 milliards), le fonds d'études pour la réalisation des projets (20 milliards), la Couverture Maladie Universelle (10,5 milliards) et la prise de participation dans le capital de la BAD (6,7 milliards), de la BIDC (3

milliards) et de la GCI (1,1 milliard). Par ailleurs, une dotation de 166,7 milliards est consacrée à des projets spécifiques tels que :

- l'aménagement de la baie de Cocody (30 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Odienné-Gbeleban (5 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Mankono-Tiéningboué (14 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Agboville-Cechi (3,7 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Aéroport-ville de Korhogo (5,1 milliards) ;
- le bitumage de l'axe Ferké-Kong (18,4 milliards) ;
- la construction du centre de Médecine Nucléaire (0,2 milliard) ;
- la construction du centre de Radiothérapie (7 milliards) ;
- la création des infrastructures de la CAN 2021 (10 milliards) ;
- la construction de 11 établissements d'enseignement technique (1 milliard) ;
- la construction des infrastructures du Train Urbain d'Abidjan (5 milliards) ;
- l'extension de l'université Pelèforo Gon Coulibaly (6,8 milliards) ;
- la construction de l'université de Bondoukou (15,7 milliards) ;
- l'extension de l'université Lorougnon Guédé (7,7 milliards) ;
- la construction de l'université de Man (2,2 milliards) ;
- la construction de l'université de San Pedro (14,5 milliards) ;
- la réalisation des VRD pour logements Sociaux (12,7 milliards) ;
- la purge des droits et les indemnités d'éviction dans le cadre des VRD pour les logements sociaux (7,8 milliards).

En outre, le budget 2017 prend en compte d'autres investissements prioritaires du Gouvernement notamment la mise en œuvre des infrastructures des jeux de la francophonie (31 milliards), la construction du Stade d'Ebimpé (4 milliards), le projet Renaissance

Infrastructures de Côte d'Ivoire (20 milliards), le Fonds d'appui aux Projets Jeunes (10 milliards) et les investissements dans le cadre de la Loi de Programmation Militaire (35 milliards) et de la Loi de Programmation de Sécurité Intérieure et les dépenses de sécurité (54,1 milliards).

Le financement **extérieur des investissements** est projeté à **922 milliards**, dont **677,7 milliards** au titre des emprunts et **244,3 milliards** au titre des dons-projets. Ces financements sont en hausse de 22,9% par rapport au budget révisé 2016 en liaison avec la volonté affichée des partenaires au développement d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre du PND 2016-2020 afin de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent en 2020.

II.3 Dépenses du budget 2017 par secteur

Les prévisions budgétaires 2017 hors dépenses sur les autres recettes affectées (422,7 milliards) se répartissent par secteur comme suit :

- **Souveraineté : 286,3 milliards** dont 70,4 milliards octroyés aux organes juridictionnels ;
- **Formation, enseignement et recherche : 1 184,1 milliards.**
Cette dotation est inférieure à celle inscrite au budget initial 2016 en raison de la non reconduction d'opérations exceptionnelles telles que le volet éducation du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et le projet de construction de 3000 classes du primaire. Elle est affectée notamment, à l'enseignement préscolaire et primaire (466,4 milliards), à l'enseignement secondaire (304,5 milliards), à l'enseignement technique et la formation professionnelle (31,1 milliards), à l'enseignement supérieur (209,9 milliards) ;

- **Santé et actions sociales : 451,7 milliards.** Ce montant comprend 387,6 milliards pour le secteur de la santé, en hausse de 11,5% par rapport au budget initial 2016. Ces dotations sont prévues au profit notamment, des CHU, des CHR et des Centres de Santé Spécialisés ainsi que pour l'acquisition de médicaments et d'équipements médicaux et le Plan National de Nutrition ;
- **Production et commerce : 217,2 milliards** dont 89,7 milliards pour le secteur agricole contre 109,9 milliards dans le budget initial 2016. Les autres secteurs à savoir la production animale et ressources halieutiques, la protection des forêts, parcs et réserves ainsi que les industries extractives et de transformation sont dotées de 127,5 milliards. La baisse constatée au niveau du secteur agricole est liée essentiellement à la réduction des dotations de certains projets C2D notamment le projet d'appui au secteur agricole (-6,3 milliards) et le programme d'accélération et de relance des filières agricoles (-13,5 milliards).
- **Défense et sécurité : 482,1 milliards** comprenant notamment, 228,4 milliards pour les services des armées, 69 milliards pour la gendarmerie et 174,5 milliards pour la police ;
- **Administration et développement des infrastructures : 1 248,7 milliards** (soit une hausse de 25,7% par rapport au budget 2016) destinés notamment au renforcement des infrastructures routières (526,1 milliards), à l'amélioration de l'accès à l'assainissement, à l'eau et à l'électricité (253,1 milliards) ainsi qu'à l'habitat et l'urbanisme (290,1 milliards) ;
- **Affaires générales et financières : 441,5 milliards** dont 29,7 milliards pour la régionalisation et la tutelle des collectivités territoriales, et 98,8 milliards pour la planification, la programmation et les statistiques générales ;

- **Culture et loisirs : 144,1 milliards** pour soutenir la promotion de la culture, les activités sportives et de communication.

Par ailleurs, la **promotion de l'emploi** transversale à plusieurs secteurs bénéficie de **30,1 milliards** au titre du budget 2017 dont 28,8 milliards en faveur de la promotion de l'emploi des jeunes.

Tableau 5 : Répartition des dépenses du budget 2017 par secteur

En milliards de Francs CFA

Secteurs	Budget Initial 2016	Budget 2017	Evol. Budget init.	Part dans le budget hors dep. Sur autres recettes affectées
1. Souveraineté	266,9	286,3	7,3%	4,7%
<i>dont organes juridictionnels</i>	69,2	70,4	1,7%	1,2%
2. Défense et sécurité	390,7	482,1	23,4%	7,9%
<i>dont</i>				
<i>Armée</i>	189,1	228,4	20,8%	3,8%
<i>Gendarmerie</i>	61,6	69,0	11,9%	1,1%
<i>Police</i>	133,1	174,5	31,1%	2,9%
3. Affaires générales et financières	396,7	441,5	11,3%	7,3%
<i>dont</i>				
<i>Régionalisation et tutelle des collectivités territoriales</i>	30,9	29,7	-4,0%	0,5%
<i>Planification, programmation, prévision et statistiques générales</i>	33,3	98,8	197,1%	1,6%
4. Enseignement, formation et recherche	1 212,3	1 184,1	-2,3%	19,5%
<i>dont</i>				
<i>Enseignement préscolaire et primaire</i>	516,5	466,4	-9,7%	7,7%
<i>Enseignement secondaire général</i>	275,4	304,5	10,5%	5,0%
<i>Enseignement secondaire, technique et professionnel</i>	9,4	9,3	-1,0%	0,2%
<i>Formation Professionnelle</i>	17,4	21,8	25,2%	0,4%
<i>Enseignement supérieur</i>	194,6	209,9	7,9%	3,5%
5. Culture et loisirs	92,4	144,1	55,9%	2,4%
6. Santé et actions sociales	430,5	451,7	4,9%	7,4%
<i>dont Santé</i>	347,6	387,6	11,5%	6,4%
<i>santé quaternaire (hygiène publique, médicaments et matériels médicaux)</i>	246,1	218,4	-11,3%	3,6%
<i>santé tertiaire (CHU/CHR)</i>	44,3	61,4	38,7%	1,0%
<i>santé secondaire (hôpitaux généraux et bases de santé rurales)</i>	23,8	18,9	-20,9%	0,3%
<i>santé primaire (soins de base et sante préventive)</i>	11,1	29,6	165,9%	0,5%
7. Administration et développement des infrastructures	993,1	1 248,7	25,7%	20,5%
<i>dont</i>				
<i>Habitat et urbanisme</i>	171,1	290,1	69,6%	4,8%
<i>Assainissement, eau et électricité</i>	213,8	253,1	18,3%	4,2%
<i>Infrastructures routières</i>	441,8	526,1	19,1%	8,7%
<i>Transports ferroviaires</i>	0,6	5,1	805,6%	0,1%
<i>Transport aériens et aérodromes</i>	13,2	5,7	-56,6%	0,1%
<i>Transport maritime, fluviaux et lagunaire</i>	68,3	4,2	-93,9%	0,1%
8. Production et commerce	238,9	217,2	-9,1%	3,6%
<i>dont</i>				
<i>Agriculture et ressources halieutiques (y/c FIMR) (*)</i>	121,9	103,0	-15,6%	1,7%
<i>Forêts, parcs et réserves</i>	38,4	45,0	17,3%	0,7%
<i>Industrie extractive et de transformation</i>	4,5	8,2	84,5%	0,1%
9. Dépenses non ventilables par secteur	1 446,1	1 623,1	12,2%	26,7%
<i>dont dette publique</i>	1 259,9	1 418,8	12,6%	23,3%
TOTAL BUDGET Hors dépenses sur autres recettes affectées	5 467,7	6 078,7	11,2%	100,0%
<i>Dépenses sur autres recettes affectées</i>	345,6	422,7	22,3%	
TOTAL BUDGET GENERAL	5 813,3	6 501,4	11,8%	
<i>Dont emploi</i>	20,3	30,1	48,2%	

Source : DGBF

II.4 Dépenses de lutte contre la pauvreté

L'amélioration des conditions de vie des populations à travers une meilleure répartition des fruits de la croissance économique que connaît le pays ces dernières années continue d'être au centre des préoccupations du Gouvernement. Ainsi, à travers ce budget le gouvernement traduit bien cette préoccupation par une dotation croissante des dépenses de lutte contre la pauvreté.

A cet effet, une dotation de **2 216,8 milliards** est consacrée aux dépenses "pro-pauvres" en 2017 contre 1 998,5 milliards en 2016. Cette dotation qui évolue de 10,9% par rapport à 2016, représente 9,5% du PIB et couvre les différents secteurs de la vie sociale.

Au titre de **l'Éducation-Formation**, les crédits prévus se chiffrent globalement à **1 171,1 milliards** en deçà de ceux inscrits au budget 2016 qui est de 1 190,9 milliards du fait de certaines opérations exceptionnelles non reconduites telles que le volet éducation du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et le projet de construction de 3 000 classes du primaire. En dehors de ces deux opérations la dotation allouée à l'éducation-formation connaît une augmentation de 8,7%. Les crédits couvrent notamment, l'acquisition de manuels, de kits scolaires et de mallettes pédagogiques ainsi que la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires. Ils prennent en compte également le renforcement des moyens de fonctionnement des structures éducatives, les bourses ainsi que les subventions aux écoles privées et à la SOTRA pour le transport des élèves et étudiants.

Quant au secteur de la **santé**, il bénéficie d'une dotation de **388,8 milliards**. Cette dotation est destinée aux opérations de réhabilitation et de rééquipement des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), des hôpitaux généraux et des autres structures sanitaires.

Ces actions se rapportent également à la consolidation des actes de prévention et de lutte contre les pathologies et endémies ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA.

Le secteur des **affaires sociales** bénéficie d'un crédit de **34,1 milliards** destiné à l'équipement des orphelinats, pouponnières et centres sociaux, à la formation du personnel d'appui ainsi qu'à la prise en charge des indigents et victimes de catastrophes.

Les secteurs de **l'agriculture, des ressources animales et halieutiques** sont dotés de **113,9 milliards**, couvrant les programmes de développement et de promotion de l'agriculture, les projets d'aménagement hydro-agricole, les projets de diversification agricole et de gestion des terroirs ainsi que d'équipement rural. Ces crédits prennent en compte également l'appui à l'élevage, à la production laitière, à la pêche, à l'aquaculture et à l'agriculture vivrière, afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Pour le renforcement des **infrastructures routières**, il est prévu **196,1 milliards** pour les travaux de réfection et d'ouverture de routes ainsi que la construction d'ouvrages d'art.

Une dotation de **197,6 milliards** est prévue pour les actions de renforcement de **l'assainissement et d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et en fourniture d'électricité**. Ces dotations sont consacrées notamment à l'assainissement et l'enlèvement des ordures ménagères, ainsi qu'à l'hydraulique urbaine et villageoise par la réparation et l'installation de pompes à motricités humaines. Elles couvrent également la poursuite des programmes d'électrification rurale et d'extension des réseaux urbains.

Les collectivités territoriales (District de Yamoussoukro, conseils régionaux et communes) bénéficient d'une dotation de **63,3 milliards** pour mener des actions de développement économique et social dans leurs localités.

CONCLUSION

Le budget 2017 qui s'équilibre en ressources et en charges à 6 501,4 milliards en hausse de 5,4% par rapport au budget 2016 révisé, s'inscrit dans la poursuite des efforts du Gouvernement à mettre en œuvre le PND 2016-2020, orienté essentiellement vers l'accélération de l'industrialisation de la Côte d'Ivoire.

Ce budget vise également à consolider la croissance économique, tout en mettant l'accent sur le renforcement des infrastructures socio-économiques de base, le soutien aux franges vulnérables de la population et à porter une attention particulière sur la sécurité des populations.

L'atteinte des objectifs qui sous-tendent ce budget requiert la mise en œuvre de mesures cohérentes pour encadrer sa bonne exécution.

Ainsi, un accent particulier sera mis sur le respect de la discipline budgétaire et sur le meilleur suivi de la capacité d'absorption des crédits liés à l'investissement, gage de la crédibilité de la bonne gouvernance budgétaire.

ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage Budgétaire 2017

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales

Annexe 3 : Evolution des recettes non fiscales

Annexe 4 : Dépenses sociales

Annexe 5 : Evolution de la masse salariale

Annexe 6 : Evolution des dépenses Pro-Pauvres

Annexe 7 : Evolution des ressources budgétaires

Annexe 8 : Evolution des dépenses budgétaires

Annexe 9 : Dotations par Ministères et Institutions

Annexe 10 : Comparaison des composantes du Budget de 2014 à 2017

Annexe 11 : Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2008 à 2017

Annexe 12 : Répartition des dépenses C2D par secteur

ANNEXE 1 : Cadrage budgétaire 2017

En milliards de FCFA

RESSOURCES	Collectif 2016	Budget 2017	DEPENSES	Collectif 2016	Budget 2017
RECETTES FISCALES	3 043,3	3 345,4	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 340,3	1 418,8
- DGI	1 553,9	1 753,2	- Intérieure	860,5	849,6
dont revenus de pétrole	16,0	23,0	dont Remboursement de titres publics	731,3	683,8
revenus de gaz	60,6	68,1	dont <i>Bons du Trésor</i>	175,2	184,1
			<i>Emprunts obligataires TPCI</i>		135,6
- TRESOR	8,8	8,5	- Extérieure	479,8	569,2
dont impôts sur revenus et salaires	7,7	6,9	dont Club de Paris	202,9	196,9
			dont <i>AFD (C2D)</i>	147,6	147,6
- DGD (<i>hors PCS, PCC et SGS</i>)	1 480,7	1 583,8	Eurobonds	175,2	210,8
dont DUS	421,1	433,8			
			DEPENSES ORDINAIRES	2 487,9	2 616,6
AUTRES RESSOURCES INTERIEURES	108,3	134,7	- Personnel (y/c charges patronales)	1 434,0	1 508,1
- Privatisation et ventes d'actifs	34,3	9,6	- Abonnement	81,4	90,6
- Transfert des entreprises/dette rétrocédée	0,7	5,0	- Autres dépenses ordinaires	972,5	1 017,9
- Autres recettes non fiscales	59,1	120,0	Subventions et transferts	365,0	377,7
Recettes non fiscales Trésor	21,8	19,3	Subvention aux écoles privées	117,6	123,6
Revenus du domaine DGI	37,3	35,7	Subventions aux EPN	74,3	85,2
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	Subvention coton	7,0	7,0
Licences de télécommunication	0,0	65,0	Subvention au secteur électricité	1,0	0,0
- Intégration de ressources additionnelles C2D	14,3		Fonds de réserves café cacao	1,0	1,0
			Collectivités décentralisées	21,4	22,1
RESSOURCES EXCEPTIONNELLES	100,0		Bourse, kits scolaires et transports	59,7	62,6
			Autres subventions	83,1	76,2
			Autres dépenses de fonctionnement	607,5	640,1
DIVERS AUTRES FINANCEMENTS	1 437,9	1 227,1	Gratuité des soins ciblés	20,0	15,0
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 437,9	1 227,1	CNS/Fonctionnement	5,0	5,0
			Elections	37,4	1,8
			Autres charges de fonctionnement	545,1	618,4
			DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 886,2	1 924,7
RESSOURCES EXTERIEURES	1 024,9	1 252,8	- Trésor	1 136,1	1 002,7
- Appuis budgétaires	274,7	330,8	Projets C2D	161,9	147,6
FMI	57,0	114,0	Collectivités décentralisées	33,6	35,0
Banque Mondiale	55,0	50,0	Projet d'Assistance Post Crise	0,2	0,0
Banque Africaine de Développement			Construction du barrage de Soubré	14,2	7,8
AFD (C2D)	147,6	147,6	Programme Présidentiel d'Urgence	132,0	0,0
UE	15,1	19,2	CNS/Investissement	5,0	5,0
			Fonds d'Etudes	20,0	20,0
- Financement extérieur des projets	750,2	922,0	Restructuration des banques	35,0	25,0
Emprunts-projets	522,4	677,7	Couverture maladie Universelle	11,7	10,5
Dons-projets	227,8	244,3	Autres investissements	722,6	751,8
			- Financement extérieur des projets	750,2	922,0
			Emprunts-projets	522,4	677,7
			Dons-projets	227,8	244,3
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	451,4	541,3	DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	451,4	541,3
Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	13,9	14,5	Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	13,9	14,5
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)	91,9	104,1	Programme d'entretien routier / FER	91,9	104,1
Recettes affectées aux collectivités	110,0	125,0	Dépenses des collectivités sur recettes affectées	110,0	125,0
TSU SIR	44,1	44,1	TSU SIR	0,0	44,1
Autres recettes affectées et parafiscalité	235,6	253,6	Autres dépenses sur recettes affectés	235,6	253,6
TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES	6 165,8	6 501,4	TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	6 165,8	6 501,4
GAP (-) ou EXCEDENT (+)	0,0	0,0	Masse salariale en % du PIB	6,8%	6,5%
PIB nominal	21 058,5	23 315,6	Masse salariale en % des recettes fiscales	40,6%	38,4%
Recette fiscale TOFE	3 532,1	3 922,5	Investissement en % du PIB	9,5%	8,8%
Pression fiscale	16,8%	16,8%			

Source: DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

En milliards de FCFA

	Budget 2013		Budget 2014		Budget 2015		Budget 2016			Budget 2017
	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Estimation	
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 240,5	2 260,9	2 539,0	2 403,9	2 719,4	2 706,0	3 002,7	3 043,3	3 043,3	3 345,4
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>1 980,5</i>	<i>1 961,7</i>	<i>2 229,7</i>	<i>2 078,7</i>	<i>2 351,3</i>	<i>2 318,9</i>	<i>2 590,0</i>	<i>2 622,2</i>	<i>2 622,2</i>	<i>2 911,6</i>
DGI	1 129,7	1 202,4	1 337,2	1 230,1	1 438,1	1 357,6	1 607,0	1 553,9	1 553,9	1 753,2
Impôts directs	679,0	746,9	816,8	721,8	819,8	763,8	865,1	825,9	825,9	934,7
Impôts sur bénéfiques	331,9	368,6	393,4	336,1	365,9	322,3	374,2	342,4	342,4	396,3
- BIC hors pétrole	189,0	211,0	238,3	226,6	258,8	237,1	280,9	267,0	267,0	306,0
- BIC pétrole et gaz	126,4	141,8	134,1	93,0	86,0	66,5	69,7	53,6	53,6	63,8
<i>dont gaz imputé</i>	43,0	71,9	65,4	43,6	42,5	34,8	51,2	42,4	42,4	47,7
- Impôt synthétique	4,5	3,6	6,0	4,7	5,0	4,1	5,6	4,8	4,8	6,3
- Prélèvement AIRSI	12,0	12,3	15,0	11,8	16,1	14,6	18,0	17,0	17,0	20,2
Impôts sur revenus et salaires (<i>hors FDFP</i>)	274,9	301,7	332,4	310,8	366,1	354,4	405,1	397,7	397,7	443,3
- Impôts sur traitement et salaire	234,9	257,1	283,4	265,1	311,2		346,0	339,2	339,2	377,9
- Contribution employeur (<i>hors FDFP</i>)	40,0	44,7	49,0	45,7	54,9		59,1	58,5	58,5	65,4
Contribution pour la sortie de crise (<i>ex CRN</i>)	0,0	0,6	0,0	0,3		0,2				
Impôts fonciers	16,7	12,4	14,0	12,9	10,5	10,8				
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	55,5	63,5	77,0	61,6	77,3	76,1	85,8	85,8	85,8	95,2
Impôts indirects	450,6	455,5	520,4	508,3	618,3	593,9	741,9	728,0	728,0	818,5
TVA (<i>hors part secteur électricité</i>)	228,5	216,2	243,1	243,2	281,7	270,8	323,2	321,0	321,0	366,4
TOB (<i>ex TPS</i>)	35,5	34,8	40,0	40,6	47,3	49,0	59,5	59,5	59,5	68,6
Taxes sur boissons et tabacs	23,0	20,8	28,0	34,4	40,8	33,0	39,5	38,5	38,5	44,6
Droits d'enregistrement et de timbre	56,0	70,6	67,5	78,2	128,6	131,4	191,7	188,8	188,8	200,8
<i>dont enregistrement café cacao</i>	20,5	27,4	24,9	38,0	79,2	86,2	139,5	139,5	139,5	140,1
Patentes et Licences	9,6	11,1	10,5	9,0	10,4	10,0	11,7	11,2	11,2	12,8
Taxe sur les télécommunications	20,5	21,1	40,7	40,9	50,4	48,8	59,8	59,8	59,8	68,8
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques			22,0	16,7	21,5	20,4	24,2	24,2	24,2	27,2
Taxe sur caoutchouc	19,3	17,7	8,6	3,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	
Taxe sur le profit additionnel minier	0,0	0,0				0,0				
Accises et autres taxes indirectes (<i>hors revenus du domaine et taxes affectées</i>)	4,1	2,4	2,6	2,3	2,4	1,9	2,5	2,0	2,0	1,8
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	54,2	60,7	57,5	39,9	35,3	28,5	29,9	23,0	23,0	27,3
<i>dont gaz imputé</i>	18,4	29,9	28,0	18,7	18,2	14,9	22,0	18,2	18,2	20,4
TRESOR	4,2	7,1	6,0	8,4	6,2	8,8	6,4	8,8	8,8	8,5
Impôts directs	3,0	5,9	5,0	7,2	5,2	7,2	5,3	7,7	7,7	6,9
Impôts sur revenus et salaires	3,0	5,9	5,0	7,1	5,2	7,2	5,3	7,7	7,7	6,9
Impôts fonciers (<i>y/c RS 15% Loyer</i>)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Impôts indirects	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,1	1,1	1,6
Timbres et vignettes	1,2	1,2	1,0	1,2	1,0	1,6	1,1	1,1	1,1	1,6
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
DGD	1 106,6	1 051,4	1 195,9	1 165,5	1 275,1	1 339,6	1 389,4	1 480,7	1 480,7	1 583,8
Droits et taxes à l'importation	846,6	752,2	886,5	840,3	906,9	952,5	976,7	1 059,5	1 059,5	1 150,0
Taxes sur produits pétroliers (<i>hors TSU FER en compte spécial à partir de 2015</i>)	136,0	145,9	166,7	169,7	190,9	228,8	205,9	300,6	300,6	338,0
Taxes hors produits pétroliers (<i>hors SGS, PCS et PCC</i>)	710,6	606,3	719,8	670,6	716,1	723,7	770,8	758,9	758,9	812,0
Taxes à l'exportation	260,0	299,2	309,3	325,2	368,2	387,1	412,7	421,1	421,1	433,8
REVENUS DU DOMAINE	41,5	34,2	37,0	41,9	20,7	34,6	23,2	37,3	37,3	35,7
RECETTES FISCALES AFFECTEES ET PARAFISCALITE	109,4	109,4	126,6	128,1	297,5	338,3	441,6	451,4	451,4	541,3
FDFP	11,5	12,4	13,2	12,5	14,5	11,8	16,0	16,0	16,0	17,6
FFPSU					14,9	28,0	30,1	28,0	28,0	31,1
TVA secteur électricité	16,5	14,2	18,5	12,2	13,5	15,4	14,2	16,5	16,5	16,2
Vignettes et patentes Part FER						23,3	26,3	25,4	25,4	29,1
Transfert TSU au Fonds d'Entretien Routier (FER)					52,1	58,7	62,5	66,4	66,4	75,1
PCS, PCC et SGS	47,2	48,3	58,2	63,6	66,1	76,6	73,6	80,4	80,4	86,1
Recettes affectées aux collectivités					93,1	93,1	104,2	110,0	110,0	125,0
FIMR							13,9	13,9	13,9	14,5
Redevances Café Cacao Part CCC- Sacherie brousse							36,7	36,7	36,7	38,3
Fonds d'Investissement Agricole (2QC)							11,9	11,9	11,9	12,5
TSU SIR										44,1
Autres Taxes affectées	34,2	34,5	36,7	39,9	43,3	44,5	52,3	46,2	46,2	51,8
TOTAL RECETTES FISCALES	2 391,4	2 404,5	2 702,6	2 573,9	3 037,7	3 078,8	3 467,5	3 532,1	3 532,1	3 922,5
PIB nominal	15 252,4	15 445,8		16 890,9	18 880,0	18 774,5	21 124,2	21 058,5	21 058,5	23 315,6
Pression fiscale TOFE	15,7%	15,6%		15,2%	16,1%	16,4%	16,4%	16,8%	16,8%	16,8%

Source: DGBF, DGE, DGTCF, DGI, DGD

ANNEXE 3 : EVOLUTION DES AUTRES RESSOURCES INTERIEURES

En milliards de FCFA

	2014			2015			2016			Budget 2017
	Ordonnance	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Réalisation	Initial	Collectif	Est.	
Recettes non fiscales du Trésor	38,2	32,0	27,1	37,4	27,4	46,9	37,1	21,8	21,7	19,3
Dividendes PETROCI	21,2	13,0	0,0	14,0	4,0	6,0	12,8	0,0	0,0	2,0
Autres Dividendes (SIB,SGBCI, autres)	2,0	4,0	9,7	7,4	7,4	11,7	7,9	3,3	3,3	3,3
Recettes des services	15,0	15,0	17,5	16,0	16,0	29,2	16,5	18,5	18,5	14,1
Revenus du domaine	20,9	37,0	41,9	20,2	25,7	30,1	23,2	37,3	37,3	35,7
Bonus de signature	5,0	10,0	0,5	0,0	15,0	17,5				
Redevance téléphonie cellulaire	7,1	7,1	7,0	105,0	105,0	167,8	150,0	0,0	0,0	65,0
Produits de la privatisation et vente d'actifs	35,0	41,7	9,3	8,9	41,9	34,1	30,5	34,3	34,3	9,6
Versements des entreprises	0,7	0,7	5,0	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	5,0
Ressources exceptionnelles (ressources C2D non utilisées sur gestions antérieures)		8,9		14,7	14,7	14,7		14,3	14,3	
Arriérés dividendes PETROCI					12,8	12,8				
Total Autres ressources intérieures du cadrage	106,9	137,3	90,8	187,0	243,3	324,4	241,5	108,3	108,3	134,7

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI

ANNEXE 4 : DEPENSES SOCIALES

Montants en millions de Francs CFA

Nature de dépenses	2016	2016	2017
	Budget	Collectif	Budget
DEPENSES EDUCATION	1 109 807,1	1 178 869,2	1 107 244,3
Courantes	934 239,0	937 483,5	989 134,3
Administration Centrale	733 656,4	734 865,7	776 482,6
Personnel	711 426,4	711 426,4	746 465,8
Abonnement	8 585,0	9 517,4	11 593,7
Autres Administrations Centrales	13 645,0	13 921,9	18 423,1
Structures éducatives (hors personnel)	200 582,5	202 617,8	212 651,7
Subventions aux écoles privées	107 585,8	107 585,8	108 600,0
Kits Scolaires	10 000,0	12 000,0	14 000,0
Bourses	21 669,5	21 869,5	22 312,5
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	25 135,6	25 135,6	31 202,1
Ecoles publiques	36 191,7	36 026,9	36 537,2
Investissement	159 596,2	225 413,7	100 510,0
Construction et équipements (y compris kits pédagogiques et cantines scolaire)	159 596,2	225 413,7	100 510,0
<i>dont financements extérieurs</i>	15 164,6	17 297,7	17 297,7
Comptes spéciaux	15 972,0	15 972,0	17 600,0
DEPENSES SANTE	328 715,4	343 461,3	386 535,8
Courantes	213 309,7	213 502,2	221 468,9
Administration Centrale	175 833,2	176 025,6	183 668,9
Personnel	139 423,6	139 423,6	147 530,7
Abonnement	7 010,2	7 202,7	8 560,2
Autres Administrations Centrales	29 399,3	29 399,3	27 578,1
Structures sanitaires (hors personnel)	37 476,6	37 476,6	37 800,0
Niveau primaire et secondaire	11 718,9	11 718,9	11 896,6
Niveau tertiaire	9 697,7	9 697,7	8 536,2
Niveau quaternaire	14 773,2	14 773,2	14 580,5
Autres	1 286,8	1 286,8	2 786,8
Investissement	114 341,6	128 895,1	163 896,8
Administration	484,3	1 548,3	1 218,3
Construction et équipements	113 857,3	127 346,8	162 678,5
<i>dont financements extérieurs</i>	45 918,3	84 171,6	84 171,6
Comptes spéciaux	1 064,0	1 064,0	1 170,0
TOTAL	1 438 522,5	1 522 330,5	1 493 780,1

ANNEXE 5 : EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

En milliards de FCFA

	2015			2016			2017
	Budget	Collectif budgétaire	Réalisation	Budget	Collectif budgétaire	Estimation fin décembre	Budget
Gestion par la Solde	934,1	914,5	916,5	1002,1	1002,1	1002,1	1058,0
6111 Fonctionnaires	842,5	821,9	817,8	906,3	906,3	906,3	959,7
6122 Rémunération du personnel occasionnel	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	1,9	1,9	2,1	2,4	2,4	2,4	2,7
6143 Cotisations CNPS des agents contractuels et décision.	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,5
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	87,5	88,6	94,6	87,6	87,6	87,6	93,3
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,0	0,0		3,6	3,6	3,6	0,0
Solde de la Police	82,8	81,8	81,8	84,6	84,6	84,6	86,6
6114 Traitement de base police	74,4	74,0	73,4	76,4	76,4	76,4	78,2
6138 Indemnités d'utilisation véhicules pers. Agents Etat	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
6141 Cotisations retraite police	8,3	7,7	8,2	8,1	8,1	8,1	8,3
Solde des militaires	139,7	141,4	146,4	143,5	148,5	148,5	152,4
6116 Traitement de base des militaires	113,0	116,8	122,5	117,4	120,0	120,0	122,1
6142 Cotisations retraite des personnels militaires	13,3	13,3	13,3	14,7	15,5	15,5	18,0
6139 Autres primes et indemnités (dont indem.de correct.)	13,4	11,3	10,6	11,3	13,0	13,0	12,3
Subventions aux EPN et autres organismes	112,4	110,4	108,3	117,0	117,0	117,0	128,1
6311 Subventions d'équilibre-personnel	73,4	71,4	72,3	74,1	74,1	74,1	85,1
6321 Subventions d'équilibre-personnel	34,6	34,6	30,4	36,9	36,9	36,9	36,8
6391 Subventions d'équilibre-personnel	4,4	4,4	5,6	6,0	6,0	6,0	6,1
Institutions Nationales	41,9	42,7	43,5	44,1	44,1	44,1	43,5
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,6	0,6	0,0	1,2	1,2	1,2	0,8
6417 Transferts aux Institutions Nationales	41,3	42,0	43,5	42,9	42,9	42,9	42,7
Rémunération du personnel local des ambassades	19,5	21,0	18,0	20,0	20,0	20,0	22,0
6417 Rémun. pers. local ambassades et attachés de défense	19,5	21,0	18,0	20,0	20,0	20,0	22,0
Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
6418 Transferts aux Collectivités Décentralisées-personnel	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2	6,2
DIVERS	10,7	10,7	10,8	11,5	11,5	11,5	11,3
6121 Rémunération du personnel sous contrat et décision.	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
6122 Rémunération du personnel occasionnel	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6
6139 Autres primes et indemnités (dont indem. de correct.)	5,3	5,3	7,7	5,6	5,6	5,6	4,8
6141 Cotisations retraite des personnels sous statut	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,7	0,7
6181 Rémunération des assistants techniques	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
6199 Dépenses de personnel non ventilées	0,8	0,8	0,1	1,0	1,0	1,0	1,1
6131,6134, 6138, 6143, 6149, 6156, 6157, 6158, 6171, 6172, 6175, 6176, 6119, 6111	2,0	2,0	0,3	1,4	1,4	1,4	1,9

ANNEXE 6 : EVOLUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES

(toutes sources de financement confondues)

Montants en Francs CFA

Domaines	2016	2017
	Budget	Budget
01 Agriculture et développement rural	96 186 704 508	103 108 735 952
01.0 Administration générale	49 353 735 500	51 845 516 357
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	14 923 986 317	18 047 138 407
01.2 Formation et encadrement	11 988 356 391	14 738 020 172
01.3 Aménagement hydro-agricole	6 020 626 300	3 988 061 016
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 900 000 000	14 490 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	9 576 542 638	10 775 237 279
02.0 Administration générale / formation et encadrement	5 057 879 669	5 346 566 355
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 904 712 969	2 039 230 924
02.2 Pêche et aquaculture	2 613 950 000	3 389 440 000
03 Education	1 190 927 291 146	1 171 144 302 945
03.0 Administration générale	37 034 447 321	37 652 972 480
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	520 137 329 671	474 043 728 696
03.2 Alphabétisation	619 014 915	557 514 915
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	369 635 511 146	416 342 226 592
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	220 000 988 093	242 547 860 262
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	43 500 000 000	
04 Santé	351 866 819 806	388 799 306 175
04.00 Administration générale santé	161 615 775 161	164 968 428 183
04.01 Système de santé primaire	74 021 296 825	101 605 680 955
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 857 198 977	2 830 307 722
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	38 739 798 499	20 639 634 985
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	2 368 622 337	13 300 906 003
04.05 VIH/SIDA	4 245 552 504	23 958 040 294
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	48 018 575 503	61 496 308 033
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	
05 Eau et Assainissement	89 118 240 447	121 505 899 178
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	38 842 770 161	79 936 177 592
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	20 275 470 286	41 569 721 586
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	16 500 000 000	
06 Energie	38 371 373 356	76 082 549 222
06.1 Accès à l'électricité	24 871 373 356	76 082 549 222
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	
07 Routes et ouvrages d'art	120 699 921 204	196 141 557 574
07.1 Entretiens pistes rurales	6 944 377 764	7 162 311 606
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	20 752 028 910	7 336 578 008
07.3 Autres travaux routiers	68 003 514 530	181 642 667 960
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	25 000 000 000	

ANNEXE 7 : EVOLUTION DES RESSOURCES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des recettes	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget
RESSOURCES INTERIEURES	2 603,3	3 156,1	3 590,0	4 182,3	5 140,9	5 248,6
Recettes fiscales	1 934,3	2 240,5	2 539,0	2 719,4	3 043,3	3 345,4
Recettes non fiscales	84,1	100,5	137,3	243,3	108,3	134,7
dont Transfert des entreprises	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	5,0
Produits de privatisation	6,9	13,0	41,7	41,9	34,3	9,6
FIMR (fonds café cacao)	10,0	8,4	8,4	9,0	13,9	14,5
Transfert au Fonds d'Entretien Routier (FER)				28,8	91,9	104,1
Autres recettes affectées					345,6	422,7
Recettes exceptionnelles					100,0	0,0
Avances PETROCI						
Titres publics-Emissions	575,0	806,7	905,2	1 181,9	1 437,9	1 227,1
RESSOURCES EXTERIEURES	636,9	727,7	817,5	1 013,7	1 024,9	1 252,8
Appuis budgétaires	157,4	262,2	261,4	254,1	274,7	330,8
Rééchelonnement, différée et annulation	348,6					
Crédits adossés à l'allocation de DTS						
Ressources des projets et dons programmes	130,9	465,5	556,1	759,6	750,2	922,0
Emprunts-projets	78,7	329,9	319,9	495,4	522,4	677,7
Dons-projets	42,2	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3
Dons-programmes	10,0					
TOTAL GENERAL	3 240,2	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 501,4

Source : DGBF, DGE, DGTCP, DGI, DGD

ANNEXE 8 : EVOLUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

En milliards de FCFA

Nature des dépenses	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Collectif	Budget
DETTE PUBLIQUE	838,2	984,3	1 129,0	1 295,0	1 340,3	1 418,8
Dette intérieure	355,2	725,2	814,3	856,4	860,5	849,6
Dette extérieure	483,0	259,1	314,7	438,6	479,8	569,2
DEPENSES ORDINAIRES	1 710,5	1 742,3	1 964,1	2 361,0	2 487,9	2 616,6
Abonnement	47,2	48,1	49,1	62,5	81,4	90,6
Personnel	940,4	1 039,1	1 175,7	1 328,4	1 434,0	1 508,1
Autres dépenses de fonctionnement	722,9	655,1	739,3	970,2	972,5	1 017,9
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	691,5	1 157,3	1 314,4	1 540,0	1 992,0	2 043,3
Trésor	560,6	691,8	758,3	780,4	1 241,8	1 121,3
dont Investissements FIMR et FER	10,0	8,4	8,4	37,8	105,8	118,6
Emprunts	78,7	329,9	319,9	495,4	522,4	677,7
Dons	52,2	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3
<i>Dons projets</i>	42,2	135,6	236,2	264,2	227,8	244,3
<i>Dons programme</i>	10,0					
DEPENSES SUR RECETTES AFFECTEES (hors FIMR et FER)					345,6	422,7
TOTAL	3 240,2	3 883,8	4 407,5	5 196,0	6 165,8	6 501,4

Source : DGBF

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
01 REPRESENTATION NATIONALE	26 891 733 614			26 891 733 614
Depenses Ordinaires	25 791 733 614			25 791 733 614
Dépenses d'Abonnement	194 959 443			194 959 443
Autres Depenses	13 894 368 026			13 894 368 026
Dépenses de Personnel	11 702 406 145			11 702 406 145
Depenses d'Investissement	1 100 000 000			1 100 000 000
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	96 356 775 135			96 356 775 135
Depenses Ordinaires	86 836 513 121			86 836 513 121
Dépenses d'Abonnement	2 531 482 587			2 531 482 587
Autres Depenses	68 344 553 682			68 344 553 682
Dépenses de Personnel	15 960 476 852			15 960 476 852
Depenses d'Investissement	9 520 262 014			9 520 262 014
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 647 840 926			4 647 840 926
Depenses Ordinaires	4 647 840 926			4 647 840 926
Dépenses d'Abonnement	91 685 161			91 685 161
Autres Depenses	1 867 001 456			1 867 001 456
Dépenses de Personnel	2 689 154 309			2 689 154 309
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 763 418 833			1 763 418 833
Depenses Ordinaires	1 763 418 833			1 763 418 833
Dépenses d'Abonnement	23 107 809			23 107 809
Autres Depenses	1 063 170 381			1 063 170 381
Dépenses de Personnel	677 140 643			677 140 643
06 PRIMATURE ET SERVICES RATTACHES	112 376 411 626		1 773 800 000	114 150 211 626
Depenses Ordinaires	25 687 986 888			25 687 986 888
Dépenses d'Abonnement	1 115 091 832			1 115 091 832
Autres Depenses	14 375 121 837			14 375 121 837
Dépenses de Personnel	10 197 773 219			10 197 773 219
Depenses d'Investissement	86 688 424 738		1 773 800 000	88 462 224 738
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 889 833 709			2 889 833 709
Depenses Ordinaires	2 889 833 709			2 889 833 709
Dépenses d'Abonnement	44 465 681			44 465 681
Autres Depenses	1 345 268 028			1 345 268 028
Dépenses de Personnel	1 500 100 000			1 500 100 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
08 MEDIATURE	2 545 997 959			2 545 997 959
Depenses Ordinaires	2 429 565 776			2 429 565 776
Dépenses d'Abonnement	59 951 516			59 951 516
Autres Depenses	950 612 760			950 612 760
Dépenses de Personnel	1 419 001 500			1 419 001 500
Depenses d'Investissement	116 432 183			116 432 183
10 COUR DES COMPTES	1 611 421 955			1 611 421 955
Depenses Ordinaires	1 611 421 955			1 611 421 955
Autres Depenses	1 391 107 615			1 391 107 615
Dépenses de Personnel	220 314 340			220 314 340
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	5 184 573 286			5 184 573 286
Depenses Ordinaires	4 915 573 286			4 915 573 286
Dépenses d'Abonnement	215 626 772			215 626 772
Autres Depenses	2 752 441 610			2 752 441 610
Dépenses de Personnel	1 947 504 904			1 947 504 904
Depenses d'Investissement	269 000 000			269 000 000
12 MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES	1 519 723 251 016	2 460 000 000		1 522 183 251 016
Dette Publique	1 418 817 407 652			1 418 817 407 652
Dette publique intérieure	849 618 235 208			849 618 235 208
Dette publique extérieure	569 199 172 444			569 199 172 444
Depenses Ordinaires	33 818 565 676			33 818 565 676
Dépenses d'Abonnement	3 000 000			3 000 000
Autres Depenses	16 605 222 709			16 605 222 709
Dépenses de Personnel	17 210 342 967			17 210 342 967
Depenses d'Investissement	52 597 277 688	2 460 000 000		55 057 277 688
Comptes Speciaux du Tresor	14 490 000 000			14 490 000 000
14 MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE	91 479 890 508	9 279 823 679	243 653 729 899	344 413 444 086
Depenses Ordinaires	5 187 273 174			5 187 273 174
Dépenses d'Abonnement	124 572 432			124 572 432
Autres Depenses	2 598 759 124			2 598 759 124
Dépenses de Personnel	2 463 941 618			2 463 941 618
Depenses d'Investissement	25 941 407 145	9 279 823 679	243 653 729 899	278 874 960 723
Comptes Speciaux du Tresor	60 351 210 189			60 351 210 189
15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SECURITE	380 989 839 306			380 989 839 306
Depenses Ordinaires	195 793 746 245			195 793 746 245
Dépenses d'Abonnement	6 028 941 270			6 028 941 270
Autres Depenses	61 258 717 837			61 258 717 837
Dépenses de Personnel	128 506 087 138			128 506 087 138
Depenses d'Investissement	60 188 443 061			60 188 443 061
Comptes Speciaux du Tresor	125 007 650 000			125 007 650 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADM	17 806 138 702			17 806 138 702
Depenses Ordinaires	16 627 722 632			16 627 722 632
Dépenses d'Abonnement	415 424 347			415 424 347
Autres Depenses	7 261 680 061			7 261 680 061
Dépenses de Personnel	8 950 618 224			8 950 618 224
Depenses d'Investissement	1 178 416 070			1 178 416 070
17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE	57 598 107 670			57 598 107 670
Depenses Ordinaires	47 008 731 719			47 008 731 719
Dépenses d'Abonnement	1 515 609 886			1 515 609 886
Autres Depenses	8 723 046 867			8 723 046 867
Dépenses de Personnel	36 770 074 966			36 770 074 966
Depenses d'Investissement	10 589 375 951			10 589 375 951
18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	106 460 414 480	16 450 200 000	16 348 333 920	139 258 948 400
Depenses Ordinaires	30 309 591 756			30 309 591 756
Dépenses d'Abonnement	1 039 765 394			1 039 765 394
Autres Depenses	19 842 735 351			19 842 735 351
Dépenses de Personnel	9 427 091 011			9 427 091 011
Depenses d'Investissement	18 267 822 724	16 450 200 000	16 348 333 920	51 066 356 644
Comptes Speciaux du Tresor	57 883 000 000			57 883 000 000
19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME	26 297 227 462			26 297 227 462
Depenses Ordinaires	19 244 910 712			19 244 910 712
Dépenses d'Abonnement	3 300 618 548			3 300 618 548
Autres Depenses	13 276 767 439			13 276 767 439
Dépenses de Personnel	2 667 524 725			2 667 524 725
Depenses d'Investissement	7 052 316 750			7 052 316 750
20 MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT	12 768 592 089	71 677 400 000	6 023 200 000	90 469 192 089
Depenses Ordinaires	8 657 626 603			8 657 626 603
Dépenses d'Abonnement	111 860 947			111 860 947
Autres Depenses	6 443 353 460			6 443 353 460
Dépenses de Personnel	2 102 412 196			2 102 412 196
Depenses d'Investissement	4 110 965 486	71 677 400 000	6 023 200 000	81 811 565 486
21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	392 058 774 464	54 101 747 000	346 352 238 972	792 512 760 436
Depenses Ordinaires	5 913 291 764			5 913 291 764
Dépenses d'Abonnement	540 449 541			540 449 541
Autres Depenses	2 955 999 194			2 955 999 194
Dépenses de Personnel	2 416 843 029			2 416 843 029
Depenses d'Investissement	282 006 382 700	54 101 747 000	346 352 238 972	682 460 368 672
Comptes Speciaux du Tresor	104 139 100 000			104 139 100 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	807 603 681 371	4 000 000 000	6 304 700 000	817 908 381 371
Depenses Ordinaires	764 543 677 700			764 543 677 700
Dépenses d'Abonnement	5 500 691 810			5 500 691 810
Autres Depenses	127 779 636 196			127 779 636 196
Dépenses de Personnel	631 263 349 694			631 263 349 694
Depenses d'Investissement	43 060 003 671	4 000 000 000	6 304 700 000	53 364 703 671
24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	302 364 203 975	53 218 568 124	30 953 000 000	386 535 772 099
Depenses Ordinaires	221 468 945 546			221 468 945 546
Dépenses d'Abonnement	8 560 170 678			8 560 170 678
Autres Depenses	65 378 113 218			65 378 113 218
Dépenses de Personnel	147 530 661 650			147 530 661 650
Depenses d'Investissement	79 725 258 429	53 218 568 124	30 953 000 000	163 896 826 553
Comptes Speciaux du Tresor	1 170 000 000			1 170 000 000
25 MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES	83 314 037 669			83 314 037 669
Depenses Ordinaires	80 396 686 673			80 396 686 673
Dépenses d'Abonnement	282 507 142			282 507 142
Autres Depenses	30 946 078 600			30 946 078 600
Dépenses de Personnel	49 168 100 931			49 168 100 931
Depenses d'Investissement	2 917 350 996			2 917 350 996
26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, CHARG	302 353 364 746			302 353 364 746
Depenses Ordinaires	267 353 364 746			267 353 364 746
Dépenses d'Abonnement	6 858 463 761			6 858 463 761
Autres Depenses	105 941 677 679			105 941 677 679
Dépenses de Personnel	154 553 223 306			154 553 223 306
Depenses d'Investissement	35 000 000 000			35 000 000 000
27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	20 809 718 556			20 809 718 556
Depenses Ordinaires	11 414 275 870			11 414 275 870
Dépenses d'Abonnement	230 802 410			230 802 410
Autres Depenses	7 311 180 672			7 311 180 672
Dépenses de Personnel	3 872 292 788			3 872 292 788
Depenses d'Investissement	698 442 686			698 442 686
Comptes Speciaux du Tresor	8 697 000 000			8 697 000 000
28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	17 896 503 910	3 521 441 140		21 417 945 050
Depenses Ordinaires	10 839 774 325			10 839 774 325
Dépenses d'Abonnement	298 838 319			298 838 319
Autres Depenses	5 549 520 000			5 549 520 000
Dépenses de Personnel	4 991 416 006			4 991 416 006
Depenses d'Investissement	7 056 729 585	3 521 441 140		10 578 170 725

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
29 MINISTÈRE DES SPORTS ET DES LOISIRS	38 141 703 980	15 300 000 000	8 570 000 000	62 011 703 980
Depenses Ordinaires	20 468 939 427			20 468 939 427
Dépenses d'Abonnement	165 767 184			165 767 184
Autres Depenses	12 440 879 953			12 440 879 953
Dépenses de Personnel	7 862 292 290			7 862 292 290
Depenses d'Investissement	14 952 764 553	15 300 000 000	8 570 000 000	38 822 764 553
Comptes Speciaux du Tresor	2 720 000 000			2 720 000 000
30 MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET ET DU POR	541 875 417 049			541 875 417 049
Depenses Ordinaires	332 263 545 424			332 263 545 424
Dépenses d'Abonnement	43 195 346 638			43 195 346 638
Autres Depenses	236 411 638 967			236 411 638 967
Dépenses de Personnel	52 656 559 819			52 656 559 819
Depenses d'Investissement	123 511 871 625			123 511 871 625
Comptes Speciaux du Tresor	86 100 000 000			86 100 000 000
31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS	33 354 838 678	361 000 000		33 715 838 678
Depenses Ordinaires	27 962 186 876			27 962 186 876
Dépenses d'Abonnement	318 636 034			318 636 034
Autres Depenses	10 014 748 444			10 014 748 444
Dépenses de Personnel	17 628 802 398			17 628 802 398
Depenses d'Investissement	5 392 651 802	361 000 000		5 753 651 802
33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIF	192 707 112 008	2 789 800 000		195 496 912 008
Depenses Ordinaires	168 189 390 035			168 189 390 035
Dépenses d'Abonnement	4 256 901 095			4 256 901 095
Autres Depenses	82 113 283 510			82 113 283 510
Dépenses de Personnel	81 819 205 430			81 819 205 430
Depenses d'Investissement	24 517 721 973	2 789 800 000		27 307 521 973
34 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESS	89 635 854 239		4 203 200 000	93 839 054 239
Depenses Ordinaires	56 401 257 320			56 401 257 320
Dépenses d'Abonnement	1 836 126 208			1 836 126 208
Autres Depenses	21 181 901 767			21 181 901 767
Dépenses de Personnel	33 383 229 345			33 383 229 345
Depenses d'Investissement	15 634 596 919		4 203 200 000	19 837 796 919
Comptes Speciaux du Tresor	17 600 000 000			17 600 000 000
35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	15 318 846 087			15 318 846 087
Depenses Ordinaires	10 801 790 279			10 801 790 279
Dépenses d'Abonnement	154 452 106			154 452 106
Autres Depenses	5 297 635 664			5 297 635 664
Dépenses de Personnel	5 349 702 509			5 349 702 509
Depenses d'Investissement	1 496 055 808			1 496 055 808
Comptes Speciaux du Tresor	3 021 000 000			3 021 000 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
37 MINISTÈRE DU COMMERCE	7 252 063 027			7 252 063 027
Depenses Ordinaires	6 496 594 820			6 496 594 820
Dépenses d'Abonnement	213 250 335			213 250 335
Autres Depenses	4 289 600 781			4 289 600 781
Dépenses de Personnel	1 993 743 704			1 993 743 704
Depenses d'Investissement	755 468 207			755 468 207
38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	10 157 892 996	4 083 400 000		14 241 292 996
Depenses Ordinaires	5 876 216 109			5 876 216 109
Dépenses d'Abonnement	181 852 392			181 852 392
Autres Depenses	3 185 995 811			3 185 995 811
Dépenses de Personnel	2 508 367 906			2 508 367 906
Depenses d'Investissement	4 281 676 887	4 083 400 000		8 365 076 887
39 MINISTÈRE DU TOURISME	11 055 325 252			11 055 325 252
Depenses Ordinaires	6 004 214 806			6 004 214 806
Dépenses d'Abonnement	108 353 270			108 353 270
Autres Depenses	4 624 519 834			4 624 519 834
Dépenses de Personnel	1 271 341 702			1 271 341 702
Depenses d'Investissement	1 266 510 446			1 266 510 446
Comptes Speciaux du Tresor	3 784 600 000			3 784 600 000
40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS	25 851 992 568			25 851 992 568
Depenses Ordinaires	13 789 915 703			13 789 915 703
Dépenses d'Abonnement	166 619 722			166 619 722
Autres Depenses	7 845 575 936			7 845 575 936
Dépenses de Personnel	5 777 720 045			5 777 720 045
Depenses d'Investissement	12 062 076 865			12 062 076 865
42 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET LA PROTECTI	18 502 353 272	584 700 000		19 087 053 272
Depenses Ordinaires	17 682 823 133			17 682 823 133
Dépenses d'Abonnement	652 660 302			652 660 302
Autres Depenses	5 035 319 882			5 035 319 882
Dépenses de Personnel	11 994 842 949			11 994 842 949
Depenses d'Investissement	819 530 139	584 700 000		1 404 230 139
44 MINISTÈRE D'ETAT,AUPRES DU PR CHARGE DU DIALOGUE POLITIQUE ET DES	1 146 740 413			1 146 740 413
Depenses Ordinaires	1 146 740 413			1 146 740 413
Autres Depenses	1 146 740 413			1 146 740 413
45 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE L'INDEMNIS	10 319 118 594			10 319 118 594
Depenses Ordinaires	8 269 692 295			8 269 692 295
Autres Depenses	2 308 907 059			2 308 907 059
Dépenses de Personnel	5 960 785 236			5 960 785 236
Depenses d'Investissement	356 426 299			356 426 299
Comptes Speciaux du Tresor	1 693 000 000			1 693 000 000

ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
47 COUR SUPREME	8 901 128 995			8 901 128 995
Depenses Ordinaires	8 811 128 995			8 811 128 995
Dépenses d'Abonnement	161 702 528			161 702 528
Autres Depenses	2 258 876 856			2 258 876 856
Dépenses de Personnel	6 390 549 611			6 390 549 611
Depenses d'Investissement	90 000 000			90 000 000
48 MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA POSTE	34 281 518 418		4 517 800 000	38 799 318 418
Depenses Ordinaires	7 079 068 418			7 079 068 418
Autres Depenses	6 613 476 632			6 613 476 632
Dépenses de Personnel	465 591 786			465 591 786
Depenses d'Investissement	3 636 000 000		4 517 800 000	8 153 800 000
Comptes Speciaux du Tresor	23 566 450 000			23 566 450 000
49 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DE L EMPLOI DES JEUNES ET	27 744 413 449		6 500 000 000	34 244 413 449
Depenses Ordinaires	6 742 281 730			6 742 281 730
Dépenses d'Abonnement	2 450 000			2 450 000
Autres Depenses	3 843 457 540			3 843 457 540
Dépenses de Personnel	2 896 374 190			2 896 374 190
Depenses d'Investissement	21 002 131 719		6 500 000 000	27 502 131 719
51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	10 617 797 279	3 296 440 000		13 914 237 279
Depenses Ordinaires	8 043 873 140			8 043 873 140
Dépenses d'Abonnement	61 633 474			61 633 474
Autres Depenses	3 908 194 217			3 908 194 217
Dépenses de Personnel	4 074 045 449			4 074 045 449
Depenses d'Investissement	2 573 924 139	3 296 440 000		5 870 364 139
56 MINISTÈRE DES DROITS DE L'HOMMES ET DES LIBERTES PUBLIQUES	3 131 195 307			3 131 195 307
Depenses Ordinaires	2 936 845 307			2 936 845 307
Autres Depenses	1 355 600 100			1 355 600 100
Dépenses de Personnel	1 581 245 207			1 581 245 207
Depenses d'Investissement	194 350 000			194 350 000
59 MINISTÈRE DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL, DE L'ARTISANAT DE LA PROMI	6 905 315 517			6 905 315 517
Depenses Ordinaires	3 528 161 472			3 528 161 472
Autres Depenses	2 273 334 146			2 273 334 146
Dépenses de Personnel	1 254 827 326			1 254 827 326
Depenses d'Investissement	3 377 154 045			3 377 154 045
60 MINISTÈRE DE L'INTÉGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS DE L'EXTERIEU	3 539 818 344			3 539 818 344
Depenses Ordinaires	3 050 532 856			3 050 532 856
Autres Depenses	2 588 481 085			2 588 481 085
Dépenses de Personnel	462 051 771			462 051 771
Depenses d'Investissement	489 285 488			489 285 488
68 PARQUET GENERAL	1 233 149 827			1 233 149 827
Depenses Ordinaires	1 126 739 204			1 126 739 204
Autres Depenses	745 219 204			745 219 204
Dépenses de Personnel	381 520 000			381 520 000
Depenses d'Investissement	106 410 623			106 410 623

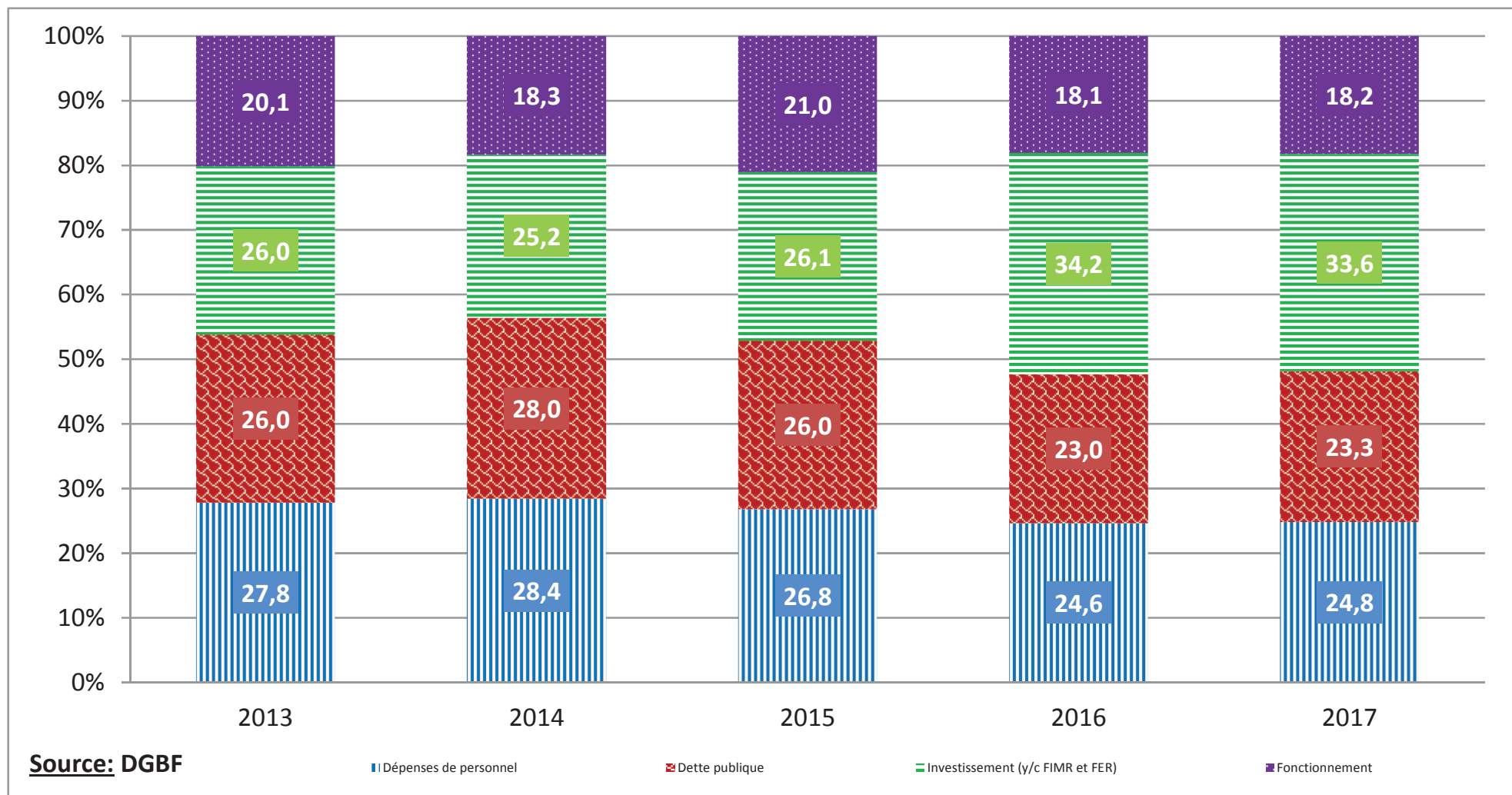
ANNEXE 9 : DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS

Données en FCFA

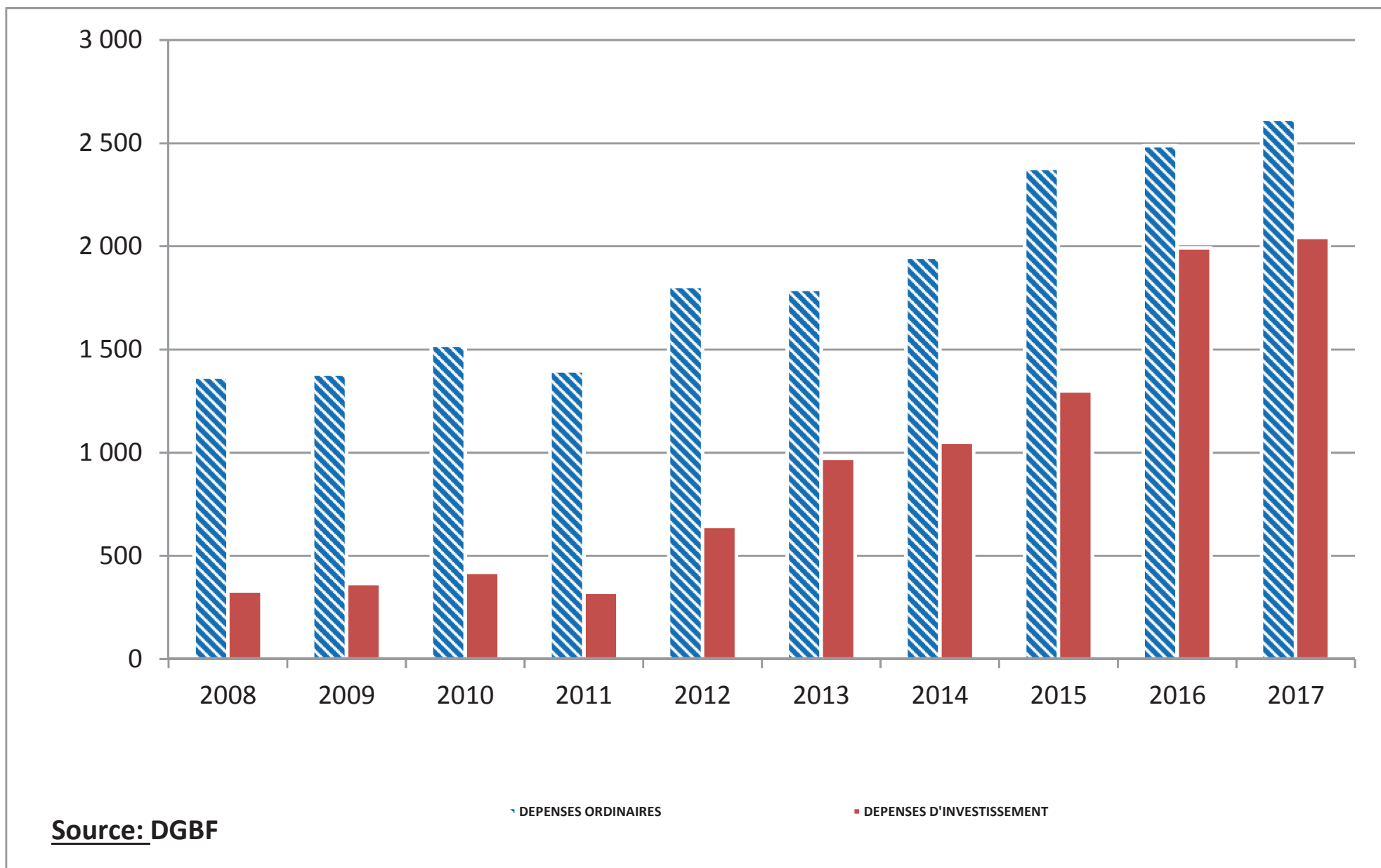
	Budget 2017			
	Trésor	Don	Emprunt	Total
72 MINISTÈRE DE LA SALUBRITE URBAINE ET DE L'ASSAINISSEMENT	42 340 360 517	3 221 000 000		45 561 360 517
Depenses Ordinaires	5 503 721 211			5 503 721 211
Autres Depenses	3 382 601 888			3 382 601 888
Dépenses de Personnel	2 121 119 323			2 121 119 323
Depenses d'Investissement	5 725 489 306	3 221 000 000		8 946 489 306
Comptes Speciaux du Tresor	31 111 150 000			31 111 150 000
73 MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL	21 819 912 586			21 819 912 586
Depenses Ordinaires	1 319 912 586			1 319 912 586
Autres Depenses	1 088 176 516			1 088 176 516
Dépenses de Personnel	231 736 070			231 736 070
Depenses d'Investissement	20 500 000 000			20 500 000 000
74 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE	29 750 007 972		2 500 000 000	32 250 007 972
Depenses Ordinaires	17 905 395 517			17 905 395 517
Autres Depenses	6 048 297 320			6 048 297 320
Dépenses de Personnel	11 857 098 197			11 857 098 197
Depenses d'Investissement	11 844 612 455		2 500 000 000	14 344 612 455
TOTAL GENERAL	5 579 375 629 341	244 345 519 943	677 700 002 791	6 501 421 152 075
Dette Publique	1 418 817 407 652			1 418 817 407 652
Dette publique intérieure	849 618 235 208			849 618 235 208
Dette publique extérieure	569 199 172 444			569 199 172 444
Depenses Ordinaires	2 616 553 040 325			2 616 553 040 325
Dépenses d'Abonnement	90 563 838 574			90 563 838 574
Autres Depenses	1 017 858 597 327			1 017 858 597 327
Dépenses de Personnel	1 508 130 604 424			1 508 130 604 424
Depenses d'Investissement	1 002 671 021 175	244 345 519 943	677 700 002 791	1 924 716 543 909
Comptes Speciaux du Tresor	541 334 160 189			541 334 160 189

Source : DGBF

Annexe 10: Comparaison des composantes du budget de 2014 à 2017



Annexe 11: Evolution des dépenses de fonctionnement et d'investissement de 2008 à 2017



ANNEXE 12 : REPARTITION DES DEPENSES C2D PAR SECTEUR

Montants en Francs CFA

Secteurs/Projets	Collectif 2016	Budget 2017
01 Agriculture et développement rural	24 780 110 350	10 501 617 375
Projet d'Appui au Secteur Agricole en CI(PSAC)/C2D	6 078 911 260	4 800 418 285
Prog Accélération Relance Filières Agricoles en CI(PARFACI)/C2D	5 701 199 090	5 701 199 090
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) / 2ème C2D	13 000 000 000	0
03 Education	33 252 869 650	33 252 869 650
Prog Dév. Educ., Formation et Insertion Jeunes(Composante Educ. Base)/C2D	4 709 707 736	4 709 707 736
Education de base et Pilotage Projet EF / 2ème C2D	4 000 000 000	4 000 000 000
Formation Professionnelle / 1er C2D	9 958 080 106	9 958 080 106
Formation Professionnelle / 2ème C2D	2 000 000 000	2 000 000 000
Prog Dév Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Ens. Supérieur) / C2D	7 585 081 808	7 585 081 808
Enseignement Supérieur / 2ème C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
04 Santé	23 847 194 978	23 847 194 978
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS-ECHO)	12 847 194 978	12 847 194 978
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS) / 2ème C2D	11 000 000 000	11 000 000 000
05 Eau et Assainissement	17 931 826 258	17 931 826 258
Developpement Urbain-Eau/C2D	5 431 826 258	5 431 826 258
Eau Potable / 2ème C2D	10 000 000 000	10 000 000 000
Assainissement / 2ème C2D	2 500 000 000	2 500 000 000
Routes et ouvrage d'art	31 318 038 200	31 318 038 200
Infrastructures de Transport - Route/C2D	1 318 038 200	1 318 038 200
Routes / 2ème C2D	30 000 000 000	30 000 000 000
Emploi jeunes	9 500 131 350	9 500 131 350
Emploi des Jeunes / C2D	4 500 131 350	4 500 131 350
Emploi Jeunes / 2ème C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
Autres secteurs	21 248 322 189	21 248 322 189
Programme Justice / C2D	6 587 011 000	6 587 011 000
Fonds d'études & renforcement des capacités/C2D	5 000 000 000	5 000 000 000
Développement urbain - Construction, Assainissement, et Urbanisme (MCU)/C2D	811 311 430	811 311 430
Filières Agricoles Durables de C.I (FADCI) - MINEDD / 2ème C2D	500 000 000	500 000 000